

Sidérurgie :

restructuration pour le profit

(p. 3)

LUTTE OUVRIÈRE

**L'Amérique
latine
en
crise**

p. 10, 11, 12, 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 826 - 31 mars 1984 - prix : 6 F

Europe

**Le Marché
Commun en
déconfiture**



**Les mineurs
anglais en lutte**
(p. 8)



**Les travailleurs
italiens contre
l'austérité**
(p. 9)



**Mitterrand, Mauroy, Defferre
ont la police
qu'ils méritent**



sommaire

Dans le monde

Page 6 :

— Mitterrand aux USA : le français et l'américain tels qu'on les parle.

Page 4 :

— Europe agricole : pas plus d'accord que de beurre en branche.

Page 8 :

— La solidarité des ouvriers anglais se développe autour des mineurs en grève.
— La presse va au charbon contre les grévistes.

Page 9 :

— La manifestation du 24 mars en Italie : la CGIL dit « non » à la grève générale.

Page 10 et 11 :

— Brésil : une surpopulation urbaine en constante augmentation.
— Pérou : une journée de grève générale.

Page 12 :

— El Salvador : élections « made in USA ».
— La guérilla et les élections du 25 mars.

Page 20 :

— Chili : la huitième journée de protestation contre Pinochet.
— Sékou Touré : de « l'anti-impérialisme » à la soumission.

En France

Page 7 :

— Escadrons de la mort au Pays basque.
— Comment le RPR « libère » Aulnay.

Page 13 :

— Projet scolaire : le recul des godillots.
— Querelle scolaire : un vieux « truc » de la droite pour rabattre des voix.

Page 14 :

— Les manifestations des sidérurgistes lorrains.
— Thomson Gennevilliers ; Hoerbiger-France Strasbourg ; CRAM Rouen.

Page 15 :

— En lutte : Lozai (Donges, Loire-Atlantique) ; NET (Sneema Gennevilliers) ; Renault RDRA (Rueil 92).

Page 16 :

— CEPEN Orléans Thomson veut jeter 600 travailleurs à la rue.

Culture

Page 17 :

— Livres : *L'explosion syndicale*, dossier du Mouvement Anti-Apartheid ; *Tendre exil* de Claude Vernier.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Le crime de Cuenca* ; *Femmes de personne* ; *Les copains d'abord* ; *Laisse béton* ; *Polar*.
— Livre : *La maison des prophètes* de N. Saudray.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DANS NOTRE COURRIER :

Pollution des fleuves par le sel

L'Association de sauvegarde des vallées et de prévention des pollutions (ASVPP) nous écrit pour dénoncer les cas de pollution dans la Meurthe, la Moselle et le Rhin.

Nous en publions des extraits concernant la pollution saline.

En amont de Nancy, trois industries rejettent du sel : la Compagnie des Salins du Midi et Salines de l'Est (CSMSE) à Varangéville, Solvay à Dombasle et Rhône-Progil à Laneuveville.

Le total des rejets de sel dans la Meurthe en 1980 peut s'estimer à plus de 1,7 millions de tonnes. Depuis cette date jusqu'en août 1983, c'est environ 5,5 millions de tonnes de sel qui ont été rejetées, dont près d'un tiers en toute illégalité et en toute impunité. Le préfet, interrogé sur les constats et sanctions diligentés par l'administration, a, au terme de deux mois de délai légal de réponse, gardé un silence éloquent. Le procureur est informé, mais personne ne semble vraiment se soucier d'une pollution saline égale au quart de la célèbre et toujours actuelle pollution alsacienne (6 millions de tonnes par an).

Il ne faut pas s'en étonner,

quand on connaît l'édifiante affaire des brasseries de Champigneulle. L'ASVPP s'était enquis en 1982 de la réglementation en vigueur pour ses abondants rejets et qui devait être modifiée depuis 1979. Celle-ci n'avait pas évolué depuis 1957 ! D'où une action devant le Tribunal Administratif qui a révélé que la préfecture, non contente de ne pas faire son travail de réglementation, avait dissimulé des résultats de contrôle connus de l'administration, au demandeur et même à la Commission d'accès aux documents administratifs ! Ces résultats-ci montrent que les normes laxistes (fixées en fait en 1953, époque où les techniques de recyclage et d'épuration étaient rudimentaires) ont été dépassées couramment dans des proportions de 60 fois et plus au cours de ces dernières années. Près de 20 000 tonnes de pollution organique annuelle sont ainsi rejetées. Pourtant, depuis la saisine du Tribunal Administratif par l'ASVPP et après ses accusations solides et répétées auxquelles préfecture et brasseries ont implicitement acquiescé, la Commission départementale d'hygiène a enfin été réunie, le ministère de l'Environnement a mis en demeure le préfet de promulguer un arrêté (après qu'a été organisée une enquête d'utilité publique qui dissimule la respon-

sabilité de l'industriel derrière celle d'une collectivité locale). Le préfet a fini par signer un texte (d'ailleurs insuffisant, ce dont le tribunal est saisi) tout en différant son application... d'un an. Mais la société des brasseries, propriété du groupe BSN dont le secteur boissons fait de solides et croissants bénéfices, s'est résignée à investir pour construire enfin l'indispensable station d'épuration, inexistante jusqu'ici. Elle a d'ailleurs reçu pour cela 14,8 millions de francs de l'Agence de bassin.

Pourtant, dès 1979, il était techniquement possible, pour peu que les autorités l'exigent, comme c'était fait à l'usine Kronenbourg d'Obernai dans la vallée du Rhin, de recycler et retraiter les effluents. L'usine K2 obtient d'ailleurs ainsi de meilleurs résultats financiers que celle de Champigneulle. Il faudra encore attendre quelques mois, sauf intervention rapide du tribunal, surchargé, pour que la préfecture de Nancy commence à exiger ce qui aurait pu être obtenu, il y a déjà cinq ans, sans sa coupable inertie. La Société européenne des Brasseries a ainsi notablement contribué à la pollution des eaux de la société européenne tout court.

ASVPP - 8, rue Pierron Thiaville-sur-Meurthe 54120 BACCARAT

Plus ils en ont, plus ils en veulent !

En matière de taxe d'apprentissage, un élève de LEP public reçoit en moyenne cinq fois moins qu'en LEP privé... C'est ce qui ressort des statistiques du ministère de l'Education que publie le mensuel du SNETAA, syndicat FEN de l'enseignement technique.

La taxe d'apprentissage est payée par le patronat, lequel patronat décide de la répartition. Naturellement, ses préférences vont aux écoles confessionnelles ou aux établissements dépendant des chambres patronales (les CFA).

Dans le contexte actuel de « guerre scolaire », il est assez piquant de rappeler ce chiffre,

d'autant plus que, quoi qu'ils puissent en penser les « Versaillais » partisans de l'école dite libre, l'injustice en matière de répartition de la fameuse taxe s'est même encore aggravée à leur avantage depuis mai 1981 : en 1982, ladite taxe a augmenté de 12 % pour le

public et de 22 % pour le privé ! C'est ainsi qu'une lettre, qui date de 1982, illustre bien le genre de rapport qui peut exister entre enseignement confessionnel et patronat, pour ce qui est de la taxe d'apprentissage.

Un lecteur (Toulouse)

INSTITUT SAINT-JOSEPH
Avenue André-Chénier
11300 LIMOUX

AUX ANCIENS ÉLÈVES,
POUR LA CHAPELLE... MERCI...

« L'École a besoin, aujourd'hui, de votre aide. Nous devons faire face, en cette année 82, à des difficultés financières momentanées relativement importantes... »

« Ayant épuisé toutes les solutions, nous avons décidé de nous tourner vers vous... »

« Comment pouvez-vous nous aider ?... »

« En nous versant (si vous avez des employés) ou en nous faisant verser (par les personnes de vos connaissances qui ont des employés) la Taxe d'apprentissage. Bien entendu, l'argent de la Taxe d'apprentissage ne pourra pas être affecté directement à la construction de la chapelle. Mais il permettra indirectement d'en dégager les fonds. »

Merci pour votre aide, directe ou indirecte. Merci pour la Chapelle, et surtout pour ceux qui, grâce à vous, pourront aller s'y recueillir et prier. »

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



Mitterrand, Mauroy, Defferre ont la police qu'ils méritent

LE gouvernement a mal à sa police. Ce n'est pas nouveau car depuis trois ans les hauts fonctionnaires n'ont pas manqué une occasion de tenir la dragée haute au gouvernement et de montrer qu'ils ne portaient pas le gouvernement de gauche dans leur cœur. Mitterrand et Defferre ont ainsi remballé plus d'un projet de réforme et plus d'une mesure, mais cela n'a rien changé.

Il suffit aujourd'hui de la mutation de quelques grosses têtes, dont le responsable de la Police Judiciaire, pour que le gratin des hautes sphères de la police s'insurge, entraînant avec lui le gratin de la magistrature.

Oh, le gouvernement n'a pas jeté ces quelques hauts fonctionnaires à la rue, comme on fait avec des dizaines de milliers de sidérurgistes. Il a simplement procédé à quelques mutations, avec promotion.

Mais les maîtres de l'appareil policier ne tolèrent simplement pas que le gouvernement de gauche fasse mine de se comporter un peu comme un patron vis-à-vis de ses flics.

Ils n'en ont rien à faire que Mitterrand soit à la tête de l'Etat par la vertu du suffrage universel. Ils n'en ont rien à faire que le gouvernement soit de gauche parce que les partis de gauche l'ont emporté aux élections. Ils savent que les majorités changent, que les gouvernements passent mais que eux, les fonctionnaires de police, restent. Ils savent que c'est eux qui ont le pouvoir, et pas les gouvernements qui occupent le devant de la scène, et avec eux la justice et l'armée.

Tout cela bien sûr, ni les Mitterrand, ni les Defferre, ni les Marchais ne l'ignoraient avant, ni ne l'oublent aujourd'hui.

Ils espéraient toutefois que ces patrons de la police, de la justice, de la haute administration, admettraient que, tout en étant de gauche, ils sont capables de jouer le même jeu que les Giscard, les Pompidou qui les ont précédés. Ils voudraient bien être respectés et tolérés par cet appareil d'Etat auquel ils ne veulent aucun mal. D'autant que, tout de même, ils ont des références. Mitterrand a été dans le passé ministre de l'Intérieur, garde des Sceaux. De plus socialistes que lui ont été présidents de la République dans

des périodes pourtant difficiles. Et tous ces gens-là ont montré, tout socialistes qu'ils étaient, qu'ils savaient ordonner à la police de tirer sur les grévistes. Ils ont montré qu'ils savaient conduire et mener des guerres coloniales, couvrir les tortures. Et quand on dit couvrir les tortures, cela veut dire couvrir des policiers tortionnaires et des juges aveugles et sourds aux droits des hommes.

Oui, tous ces politiciens de gauche avaient des références et tous ces hauts fonctionnaires auraient bien pu les admettre comme dirigeants, comme patrons qui ne veulent que le bien du régime.

Eh bien non, même pas.

Depuis 24 ans que c'était des partis de droite qui, ramenés par le socialiste Guy Mollet, détenaient le pouvoir, eh bien les hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat, de la police, de la justice ont pris l'habitude d'autres hommes. Et ils n'acceptent pas les ordres de ceux-là qui se disent de gauche.

Mais nous n'avons pas à plaindre les Mitterrand et les Defferre s'ils ne sont ni respectés ni obéis. Ils ne nous avaient pas dit qu'il ne suffisait pas de gagner les élections pour que cela change. Ils savaient, eux, que cela ne changerait pas.

Pour empêcher que les possédants imposent tous les sacrifices aux plus pauvres, pour empêcher qu'ils se fassent payer deux fois leurs usines, une fois grâce aux bénéfices sur ce qu'ils vendent et une autre fois grâce aux subventions, pour supprimer les profiteurs qui trafiquent et spéculent sans souci du bien commun, il faudrait un grand changement. Il ne faudrait pas seulement remplacer un président par un autre, un gouvernement par un autre et une majorité par une autre.

Il faudra changer l'appareil d'Etat de fond en comble.

Il faudra changer de haut en bas la police, la justice, la haute administration et l'armée.

C'est-à-dire qu'il faudra un autre Etat.

Et pour cela il ne faudra pas seulement des élections mais une véritable révolution, parce que c'est comme cela que ça s'appelle.

Arlette LAGUILLER

SIDÉRURGIE : Non aux suppressions d'emplois !

Les sidérurgistes lorrains n'ont pas attendu longtemps pour montrer ce qu'ils pensaient du plan de restructuration de la sidérurgie décidé ce jeudi matin même au Conseil des ministres.

Ce plan prévoit la suppression de 25 000 emplois, la fermeture totale ou partielle de plusieurs usines, la Lorraine devant être la plus touchée. Eh bien, ils ont immédiatement manifesté, bloqué les routes et ils ont trouvé contre eux, immédiatement, les flics du gouvernement socialiste.

Alors, coup de colère, début d'un conflit dur ? En tout cas, c'est en ripostant, en faisant usage de leur nombre, de la force dont ils disposent, c'est en troublant l'ordre public, comme l'ont fait les transporteurs

ou les paysans, que les sidérurgistes se feront entendre et contraindront le gouvernement à tenir compte d'eux.

Car ce nouveau plan de restructuration de la sidérurgie ressemble comme deux gouttes d'eau à tous ceux qui l'ont précédé. Il ressemble aux plans que les gouvernements de droite mettaient en place, quand ils multipliaient les subventions aux patrons sidérurgistes sous prétexte de préserver les emplois. Et à chaque fois, on a vu les milliards, qui en fin de compte étaient ceux des travailleurs, servir finalement à financer la disparition de dizaines de milliers d'emplois.

Et avec le gouvernement de gauche cela a continué

sur la même lancée. Après les 27 milliards de crédits débloqués en 1982, d'autres vont servir à construire des aciéries à l'électricité. Il paraît qu'elles sont plus économiques au moins... en main-d'œuvre. Et certains disent que l'addition va encore s'allonger, jusqu'à atteindre 30 milliards de francs en plus, selon *Le Monde* !

Et le Conseil des ministres n'a pas hésité à décider que près de 20 000 emplois doivent disparaître. Il n'éprouve aucune vergogne à transformer une région en désert économique et à priver des dizaines de milliers d'ouvriers de leur gagne-pain.

La seule chose qu'ils ont discutée, c'est de savoir sur quelle région le couperet allait tomber. Qui, du Nord

ou de la Lorraine, devrait payer la plus lourde note en premier ? Car qui peut penser que d'autres notes ne vont pas suivre ?

Alors les sidérurgistes de Lorraine n'ont pas attendu pour montrer leur colère. Ils n'ont pas été rassurés par le « plan social » censé accompagner ces licenciements massifs. Le gouvernement a parlé de congé de conversion ; mais quelle conversion espérer dans une région où le chômage va entraîner le chômage ? Il a même eu le culot de parler d'aider à la création de nouvelles entreprises et d'aider les travailleurs à en devenir actionnaires.

Les hommes de gauche qui nous gouvernent n'imaginent peut-être pas qu'ils pourraient présenter la note

de la restructuration à d'autres qu'aux travailleurs, qu'ils pourraient la présenter à tous ces grands patrons dont la prospérité est solidement établie sur les profits qu'ils ont réalisés, dans la sidérurgie en particulier, pendant des années, quand les affaires marchaient bien, et grâce à des flots de subventions quand elles marchaient mal.

Eh bien, si les gouvernants n'ont pas ces idées-là — parce que ce ne sont pas des représentants de la classe ouvrière, parce que ce sont des valets de la bourgeoisie — eh bien, c'est aux travailleurs de les avoir, de les imposer ; à tous les travailleurs, d'ailleurs, et pas seulement aux sidérurgistes lorrains.

EUROPE AGRICOLE

Pas plus d'accord que de beurre en branche

Après la rupture de fait de la Grande-Bretagne face au refus de ses partenaires de prendre en compte ses revendications financières, le gouvernement français se faisait fort de pouvoir se passer d'elle : puisqu'on ne pouvait pas s'entendre à dix, on s'entendrait à neuf.

Mais à peine les négociations avaient-elles repris que les Neuf n'étaient déjà plus que huit : l'Irlande, pays agricole qui dépend pour beaucoup de l'élevage, refusait la réduction de 700 000 tonnes de sa production laitière qu'exigeait l'application du système des quotas laitiers et réclamait au contraire d'augmenter sa production de 300 000 tonnes.

Rien d'étonnant à cela : dans une Europe en panne, les ministres n'ont que le choix de savoir qui ils vont mécontenter. Et les Irlandais n'ont pas goûté l'honneur d'avoir été choisis...

Mais du coup on revient à la case départ. Il n'y a pas plus d'accord sur le plan des règlements agricoles que sur le plan du financement. Et voilà Margaret Thatcher qui profite de l'occasion offerte par la division de ses neuf partenaires pour pousser son avantage : son ministre des Finances vient d'annoncer aux Communes qu'il ne verserait pas l'avance de 100 millions de livres qui était prévue comme participation au sauvetage du budget de la CEE, en attendant l'aboutissement des discussions. Une mesure de représailles qui en appellera sans doute d'autres.

Bref, pendant que les paysans, viticulteurs et éleveurs manifestent aux quatre coins de l'Europe, l'Europe que les ministres construisent est surtout celle des égoïsmes nationaux, des marchandages sans résultat, des crocs-en-jambe et des volte-face.

Pénurie alimentaire en Afrique : on diminue la production en Europe

« L'Afrique est devenue plus dépendante de l'extérieur qu'elle ne l'était pour son alimentation ». C'est un des constats que le journal *Le Monde* fait à propos du bilan dressé par plusieurs organismes internationaux sur le problème de la lutte contre la faim dans le monde. Plus précisément, l'Afrique est obligée d'importer 14 % de ses besoins alimentaires, alors qu'en 1960 elle se suffisait à elle-même. Les experts prévoient que la situation va se dégrader et que la part de sa propre production par rapport à ses besoins va encore diminuer.

Autant dire qu'on ne parle plus pudiquement pour l'alimentation de « déficience en protéines » ou de « malnutrition », mais tout simplement de

« sous-nutrition ». Dans 24 pays d'Afrique, on évalue à 120 millions les personnes qui ont une insuffisance alimentaire et qui sont menacées de disette avec les sécheresses actuelles.

La situation va en s'aggravant. La population africaine s'accroît de 2,8 % par an, tandis que la production agricole n'augmente qu'au rythme de 1,5 %. Pour les 24 pays d'Afrique parmi les plus pauvres, la production agricole globale a même baissé en valeur absolue de 16 millions de tonnes en 1983.

Pendant ce temps, l'Europe, les Etats-Unis regorgent de lait, de céréales et s'ingénient à en réduire la production...

S.L.

LA LUTTE DE CLASSE n° 110 (mars 1984) vient de paraître

Au sommaire de ce numéro :

- Le gouvernement dans la querelle scolaire : une capitulation sans gloire.
- Argentine : le retour des civils.
- La Révolution permanente : un débat entre le Secrétariat Unifié et le SWP.

• Les paysans refusent les vaches maigres

Tombereaux de fumier déversés devant l'Hôtel de ville de Poitiers, barrages de tracteurs dans toute l'Aquitaine, pneus et bottes de paille enflammées en Alsace ; grilles de la préfecture arrachées, poires et tomates contre bombes lacrymogènes à Blois ; affrontements aussi dans le Nord et au Puy ; actions commandos des viticulteurs du Roussillon où des voies ferrées ont été coupées, des perceptions attaquées : lundi dernier, selon la presse, 40 000 agriculteurs ont manifesté, appelés par la FNSEA et le CNJA et, dans le Midi, par les Comités d'action vini-

coles. Les producteurs de lait de l'Ouest qui s'étaient mobilisés auparavant ne s'étaient pas à nouveau mobilisés.

Cependant, même si cette mobilisation n'a pas eu l'ampleur des précédentes, les agriculteurs ont été nombreux à protester contre les mesures qui se concoctent — ou essaient de se concocter ! — à Bruxelles : majoration des prix agricoles jugée insuffisante (5 % et non 8 %), quotas restrictifs pour le lait, suppression de la prime de stockage pour le vin, retard à la suppression des montants compensatoires qui conduisent à taxer les productions

françaises à l'exportation dans la Communauté.

Les agriculteurs français ne sont d'ailleurs pas les seuls à protester puisque les producteurs de lait irlandais s'opposent à toute limitation de leur production — essentielle pour l'économie du pays — tandis que les agriculteurs allemands, qui étaient 20 000 vendredi 23 à Dortmund à siffler leur ministre, s'opposent eux aussi aux quotas laitiers.

Si l'Europe agricole est en panne, l'Europe des mécontents, elle, est bien vivante !



De jeunes agriculteurs en colère devant le Parlement européen de Strasbourg (14/03/84).

(AFP)

Talbot-Poissy :

manque de personnel

Les Echos, le quotidien économique destiné aux patrons, titrait à la Une de son numéro du mercredi 28 mars : « Sous-effectifs à Poissy ».

Ce qui aurait pu de prime abord passer pour une coquille, après les 2 000 licenciements de janvier, a été révélé très officiellement par les dirigeants de Peugeot-SA eux-mêmes.

Ce serait, paraît-il, la raison du succès de la 205 pour qui l'usine de Poissy, qui sature actuellement à 900 ou 1 000 véhicules par jour, ne pourrait plus fournir... faute de main-d'œuvre !

Le groupe envisagerait de transplanter carrément sur Sochaux tout le montage de la 205 à qui on prédit une aussi belle carrière qu'à la Renault 5 (2 000 véhicules par jour). Cela s'inscrirait, entre autres, « dans la politique des voitures-passerelles définies par le groupe, répartissant la construction d'un même modèle sur des centres différents ».

Une politique qui consiste en somme à mettre dehors le maximum d'ouvriers pour mieux surexploiter ceux qui restent, et qui ne se cache même pas.

Le coup de pied de l'âne

Giscard d'Estaing vient à nouveau de faire parler de lui. Lors de sa prestation au *Club de la presse* d'Europe 1, on a pu entendre de la bouche de cet économiste hors pair que « la crise internationale est finie ». Giscard, formel, faisait allusion à l'annonce un peu optimiste d'une baisse du chômage aux Etats-Unis et en Allemagne. Des chiffres un peu optimistes car, comme s'est plu à le souligner *Libération* du mercredi 27 mars, les chiffres publiés en Allemagne sont des données brutes et non pas des données corrigées en fonction des variations saisonnières. Chaque année, le chiffre des

chômeurs accuse une baisse au printemps lors de la reprise d'activités saisonnières comme dans le bâtiment et les travaux publics. Qu'à cela ne tienne ! Giscard n'est pas le premier à torturer les chiffres et il s'en est fait d'ailleurs naguère une spécialité.

Tout cela pour dire que la crise se résorbait dans le monde et qu'elle continuait en France : « Nous sommes dans la crise du socialisme français », a-t-il précisé.

Ça change drôlement de la « crise du libéralisme français » qu'on a connue sous Giscard !

A.J.

LA CRISE CONTINUE



D'APRÈS PEYO

« Transparence » de la police : des partisans inattendus

Le gouvernement Mauroy et son ministre de l'Intérieur, Defferre, ont décidément bien du mal à faire preuve d'autorité à l'égard de la police parisienne. La décision de Defferre de sanctionner les « fuites » qui se produisent dans celle-ci par la fermeture... du bureau de presse de la préfecture ne risquait pas d'améliorer les choses.

Si des « fuites » se produisent, il faut croire que certains policiers en sont à l'origine et qu'ils savent communiquer avec la presse sans passer nécessairement par le bureau officiellement consacré. Mais il faut croire que, pour ne pas trop heurter les policiers, Defferre a voulu faire porter à la presse au moins la moitié du chapeau. Ce qui n'est ni très habile, ni très franc du collier.

Mais que dire des protestations qui ont alors émané des rangs des policiers et des journalistes, pour une fois à peu près d'accord ? Les journalistes se sont plaints qu'ils ne pourront plus valablement informer le public. On ne voit pas ce que ça change par rapport à ce qu'ils faisaient avant. Les policiers font chorus, comme un certain Robert Naud, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police, qui se plaint que « l'on retourne à l'obscurantisme d'autrefois. On va obliger les journalistes à écouter les ragots ». Quelle nouveauté ! Que dire aussi de ce Syndicat autonome des policiers en civil qui se plaint que ces mesures aillent « à l'encontre de la transparence de l'institution policière » !

La « transparence » de la police, on ne peut être que pour. Oui, il serait parfaitement normal que la population ait réellement les moyens de contrôler ce qui se passe au sein de cette administration censée agir pour sa « sécurité ». Mais cette « transparence » a décidément des partisans inattendus, que ce soit parmi les policiers ou parmi les journalistes, plutôt habitués à informer des ragots à sensation qu'à soulever courageusement les scandales.

Après tout, il est logique qu'ils protestent ensemble : ils font bien la paire.

De Louis XI à Mitterrand

Devant les membres de l'Economic Club de New York, qui l'avaient invité à déjeuner à la veille de son retour en France, Mitterrand a fait quelques déclarations destinées au monde financier américain et aux investisseurs qui pourraient se laisser tenter par la France.

Pour effacer les appréhensions qu'auraient pu susciter, entre autres, les nationalisations opérées au début de son septennat, Mitterrand a pris soin de souligner qu'elles n'avaient rien à voir avec « une collectivisation de l'économie française », mais étaient plutôt une opération d'assainissement, tout

étant fait pour qu'elles se placent bientôt « parmi les meilleures ». Toujours est-il qu'en la matière, il n'a pas hésité à rappeler qu'il a eu d'augustes prédécesseurs qu'on ne peut quand même pas soupçonner d'être des « partageux » : De Gaulle bien sûr, mais des rois de France comme Louis XIV, François I^{er} et même Louis XI, qui avaient fait des nationalisations bien avant que les Etats-Unis eux-mêmes aient une histoire.

Alors, si la politique économique de Mitterrand vaut celle de Louis XI, elle vaut bien celle de Reagan. Que MM. les investisseurs américains se le disent !

FLICAGE PATRONAL A S.K.F.

« Mœurs légères, PS gauche », « Niveau plus élevé que OS. Future déléguée ! » Voilà entre autres ce que l'on trouvait dans le fichier constitué par la direction de la SKF Ivry, et que la CGT de l'entreprise a révélé lors d'une conférence de presse le 12 mars. 598 noms, ceux de tous les candidats à l'embauche, étaient ainsi répertoriés dans un gros cahier, avec dans une colonne ce genre d'annotations. Dans une autre : « oui » ou « non » à l'embauche. Evidemment, les « oui à l'embauche » étaient ceux — rares — où l'annotation était en général : RAS.

Ce fichier, qui ne porte que sur une faible période de temps, n'est qu'une petite partie du « travail de recherche » réalisé par la direction de la SKF. En réalité, plusieurs milliers de travailleurs ont été ainsi passés au crible. C'est une entreprise faisant profession de ce genre de services, et à qui

la SKF a facturé pendant des années sa « documentation technique », qui réalisait ce genre de travail. L'entreprise en question, fort chargée en « commandes », avait d'ailleurs trouvé la meilleure source de renseignements : elle utilisait les services de plusieurs policiers...

Elle « travaille » d'ailleurs encore. Un journaliste de *L'Humanité* affirme dans le numéro du 22 mars avoir eu au téléphone un membre de cette société, qui a fort courtoisement reconnu qu'elle pouvait donner ce genre de renseignements à des employeurs désireux de les obtenir. SKF Ivry a fermé, mais plusieurs autres SKF fonctionnent encore et continuent probablement à utiliser les services de ce genre de sociétés.

Bref, le monde des polices patronales à beau vivre dans l'ombre, il se porte comme un charme.

Nelly MEYER

500 millions de perdus, 150 retrouvés

150 millions de francs ont été restitués à Elf par les « inventeurs » du fameux avion « renifleur ». C'est Christian Goux, député socialiste du Var, qui s'est empressé d'annoncer la nouvelle, en la présentant comme le résultat des efforts méritoires de la commission qu'il préside à l'Assemblée nationale.

Que non, a rétorqué illico Albin Chalandon, ex-P-DG d'Elf : « La commission des finances cherche à s'attribuer un mérite qu'elle n'a pas ». Et Chalandon d'expliquer que ce remboursement est le fruit des tractations menées depuis belle lurette par les dirigeants d'Elf.

C'est bien possible, mais Chalandon ne faisait-il pas partie de la bande de gogos qui se sont fait avoir de si belle manière ? Pourquoi ne retrouve-t-il pas lui-même les 500 autres millions qui manquent encore ? Et s'il ne se sent pas le nez pour le faire lui-même, il pourra toujours demander à Giscard et Barre, ses compères en crédulité, de venir renifler sur la piste des millions disparus...

Vers un plan du 3^e type ?

Si l'on en croit le Canard enchaîné du 28 mars, Jacques Delors aurait négligemment laissé tomber dans l'oreille de quelques journalistes de RTL son intention de mettre en route prochainement un troisième plan de rigueur pour la France. Il n'attendrait plus, pour en parler officiellement, que les derniers résultats commerciaux et les indices de mars et

d'avril. En tout cas, il s'agirait de faire une ponction de 15 à 40 milliards dans la poche des Français, et cela sans avoir recours à un nouveau tour de vis fiscal. Mais d'autres tours, il en dans son sac, on peut lui faire confiance.

On ne sait pas si l'information est exacte, mais elle est tellement vraisemblable !

**VENDREDI 13 AVRIL
à 20 h 30**

**réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY**

**1929-1939 :
LA MARCHE
A LA GUERRE**

**Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité**

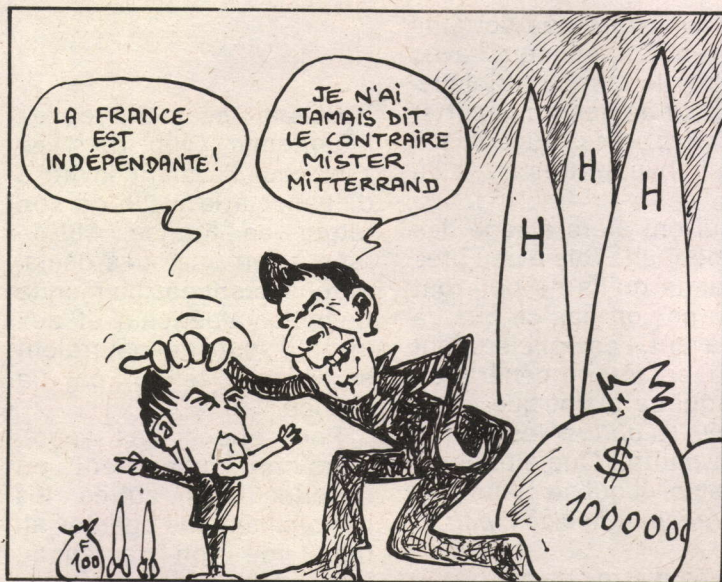
Le français et l'américain tels qu'on les parle

Mitterrand n'est pas allé aux USA comme un quelconque allié des USA : il est venu en allié « critique ». Tout le monde — enfin, surtout la presse française — l'a remarqué.

Mitterrand pense qu'il y a « une différence d'appréciation » sur le Liban entre Reagan et lui. Tiens, sur quoi ? Sur le réglage de la hausse des canons ?

Mitterrand « ne partage pas l'analyse de la diplomatie américaine » en Amérique latine. Il a même qualifié de « légitimes » les aspirations des Latino-Américains à « s'affranchir des dominations économiques et à conquérir des droits civiques et politiques ». Ça plaira sûrement aux Nicaraguayens, qui se souviendront de l'aide jadis promise par Mitterrand et restée dérisoire.

Mitterrand regrette aussi que « tout reste à faire » sur deux points ayant fait l'objet d'engagements communs à Williamsburg l'an dernier : « l'instabilité monétaire et l'aggravation rapide et dramatique de la situation du Sud ». Ce que les dirigeants américains ont écouté... avec autant d'attention qu'à Williamsburg !



Enfin, il a affirmé : « Nous ne devons pas hésiter à dialoguer avec l'URSS ». Et il en a profité pour laisser entendre qu'il irait sans doute à Moscou et que, sans vouloir jouer les « intermédiaires », il pouvait « servir au développement du dialogue entre l'Est et l'Ouest ».

Mitterrand était parti soigner aux Etats-Unis son image de marque internationale. Après s'être présenté comme l'homme du dialogue Nord-Sud, le voilà qui veut être l'homme du dialogue Est-Ouest. Ce

n'est pas plus sérieux dans un cas que dans l'autre.

Un qui l'a parfaitement compris, c'est Shultz, le secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires étrangères. Washington et Paris ont, selon lui, dans la plupart des cas, « des objectifs plus ou moins identiques ». Et il a ajouté que les objectifs fondamentaux en Amérique centrale étaient « les mêmes » !

Ces Américains ne sont pas des subtils. Ils traduisent en clair ce qu'on dit en compliqué !

Sylvie MARECHAL

Q.I. moyen

Le voyage de Mitterrand aux Etats-Unis a été parsemé de « petites phrases » et de « bons mots » dont la presse s'est largement fait l'écho.

Une déclaration sort du lot. Lors d'un banquet en compagnie d'hommes d'affaires et de politiciens californiens, Mitterrand — répondant à une question sur la présence des ministres communistes dans le gouvernement français — s'est justifié ainsi : « Ils ne sont pas plus bêtes que les autres. Les quatre ministres communistes du gouvernement sont allés à l'école. Ils ont réfléchi. Leur QI est comparable à la moyenne de cette assemblée ».

Aux Etats-Unis, on est, paraît-il, friand de cette notion de « Quotient Intellectuel ». Mais on ne sait pas si les paroles de Mitterrand étaient un compliment à l'adresse de ces hommes d'affaires et politiciens, ou bien une vacherie pour les ministres du PCF.

A moins qu'elles ne soient un témoignage, involontaire, sur le QI moyen de Mitterrand...

A.J.

Mitterrand persiste



Ça y est ! Les soldats français sont en train de quitter Beyrouth.

Mais attention : les derniers, bien après Américains et Italiens, bien après tous les autres corps d'armée que les différents impérialismes avaient envoyés au Liban.

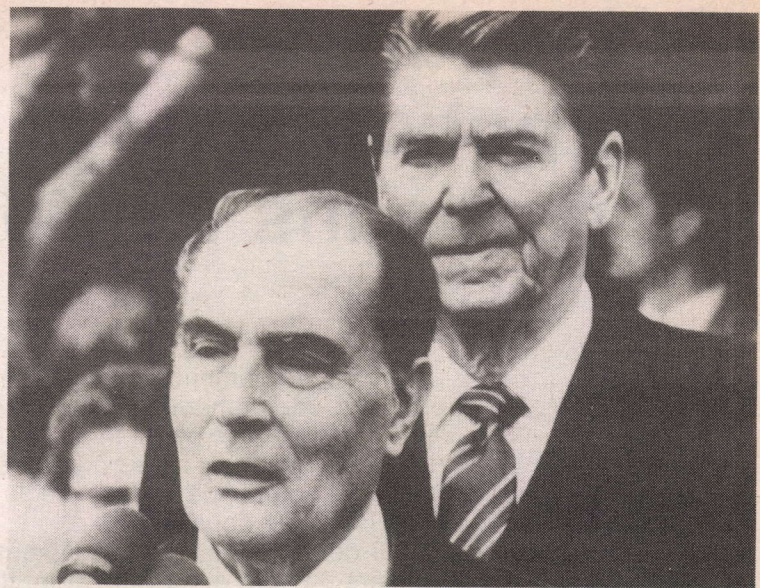
Leur opération, destinée en fait à aider Gemayel à renforcer son pouvoir après l'intervention israélienne de juin 1982, a fait long feu devant l'évolution de la situation au Liban et l'incapacité de la droite libanaise à s'imposer.

Mais il ne sera pas dit que dans cette affaire, les soldats du gouvernement soi-disant socialiste ont été moins va-t-en guerre que d'autres. Même dans l'échec, le

gouvernement français se sera débrouillé pour le montrer, en n'évacuant ses troupes que bon dernier.

Mitterrand s'est rengorgé à Washington du rôle de la France au Liban. « L'essentiel, a-t-il déclaré, est de pouvoir perpétuer notre présence sous sa forme normale dans l'action politique, diplomatique, culturelle, économique, l'aspect militaire étant par nature transitoire ». Autrement dit, il n'abandonne pas l'idée d'envoyer troupes et capitaux se mêler, au Liban, de ce qui ne les regarde pas. Quand il s'agit de se montrer le meilleur élève de la classe des impérialistes, il a de la persévérance.

N.M.



SILICON VALLEY : Un havre de la libre entreprise, mais aussi de la libre exploitation

On aura beaucoup entendu parler de Silicon Valley à l'occasion de la visite de Mitterrand aux USA, un paradis de la libre entreprise, nous a-t-on expliqué. Et les journalistes d'expliquer qu'avec une bonne idée en tête, il suffisait de 48 heures pour trouver des financiers tout disposés à risquer 4 millions de dollars pour vous aider à la réaliser.

Mais l'époque de la ruée vers l'or est terminée, et Silicon Valley compte bien plus de faillites que de réussites, même modestes. Des Hewlett et des Packard qui, partis du bricolage au fond d'un garage, ont réussi à construire un véritable trust, il y en a autant dans l'électronique que de Henry Ford dans l'automobile : une poignée.

En fait de paradis de la libre entreprise, Silicon Valley est tout autant entre les mains des trusts que le reste des zones industrielles américaines. Pour une entreprise restée relativement indépendante, comme le fabricant de micro-ordinateurs Apple, la plupart des sociétés qui y ont réussi sont tombées ou tomberont un jour ou l'autre dans les griffes des trusts, dès lors qu'aux yeux de ces derniers le jeu en vaudra la chandelle. Témoin par exemple les deux seuls fabricants indépendants importants de micro-processeurs dans le monde, Zilog et Intel, basés tous deux dans Silicon Valley, dont le pre-

mier est lié à Exxon et le second à IBM. Et les sociétés que les trusts ne jugeront pas intéressant de prendre en main seront de toute façon dépendantes des commandes qu'on leur passera et donc des réseaux de distribution qui, eux, sont solidement contrôlés par les trusts.

Et puis, ce que les journalistes ont oublié de dire, c'est que ce « paradis » de la libre entreprise est également un paradis bien réel de l'exploitation. Car dans ce secteur relativement récent qu'est l'électronique, le patronat américain a adopté dès le départ la politique employée maintenant systématiquement par des trusts comme ATT, et qui consiste à créer des unités de production hautement automatisées, employant un nombre restreint de salariés et privant ainsi les travailleurs de leur principale force, c'est-à-dire le nombre. En même temps la Californie constitue, comme le Texas par exemple, un pôle d'attraction pour la construction de nouvelles unités de production, tout simplement parce que les contrats salariaux par profession qui existent dans les vieilles régions industrielles américaines ne s'y appliquent pas. Rien d'étonnant alors à ce que le taux de syndicalisation dans la Silicon Valley, comme dans les nouvelles zones industrielles du Texas, soit parmi les plus bas des Etats-Unis !

DES PAYSANS QUI REFUSENT LA FAILLITE

Tout le monde a pu voir à la télévision Mitterrand faire des mamours à des petits cochons américains. Mais heureusement, il y a des événements plus intéressants pour les paysans américains, par exemple celui-ci que relate l'organe trotskyste Spark dans son numéro 252 :

« Le 13 mars, à Jamestown, dans le Dakota du Nord, les paysans ont bloqué les entrées de banques et des édifices fédéraux avec leurs tracteurs et leurs camions. Ils protestent contre la faillite financière qui leur est imposée. Les banques ont déjà pris les fermes de milliers d'entre eux.

Il y a dix ans, alors que l'économie paraissait en expansion, on a dit aux paysans que pour réussir il fallait élargir leurs activités en empruntant aux banques à des taux très élevés. Mais quand est survenue la récession de 1979, non seulement le marché des produits agricoles s'est rétréci, mais les prix se sont mis à tomber. Les paysans n'ont plus guère fait de profit — tout au plus peut-être 3 ou 4 % — alors qu'ils devaient payer 15 % d'intérêt sur leurs emprunts. Du coup, ils ont

été contraints d'emprunter de nouveau, simplement pour payer leurs intérêts. Et leurs dettes n'ont cessé d'augmenter, alors que la situation de l'économie ne s'améliorait pas.

Aujourd'hui, on estime que 30 % des paysans américains ne pourraient pas payer leurs dettes, même s'ils vendaient tous leurs biens pour cela. En 1980, l'administration fédérale de l'Agriculture n'a prononcé que 260 faillites de paysans. En 1982, ce chiffre est passé à 7 400. Et depuis la situation s'est considérablement aggravée.

Lorsque les paysans ont occupé Jamestown avec leurs tracteurs, l'une de leurs revendications était qu'un quart du budget militaire américain soit utilisé pour acheter leur production agricole et l'envoyer dans les pays qui souffrent de la faim. Ces paysans ont une solution simple et directe, qui résoudrait deux problèmes d'un seul coup ! Ils produisent des aliments ; on a désespérément besoin de ces aliments dans de nombreux pays ; et on peut les payer en utilisant de l'argent qui sert à financer la mort pour financer la vie ! »

Escadrons de la mort au Pays basque

Vendredi 23 mars, un réfugié basque espagnol était abattu en plein jour à Biarritz par un membre du GAL (Groupement Anti-terroriste de Libération). Depuis début décembre, c'est la cinquième victime parmi les réfugiés basques que fait en France le GAL — groupe dont on sait peu de choses, sinon qu'il se donne pour but d'employer la méthode terroriste contre les nationalistes basques, et qu'il est fort bien informé de toutes leurs actions.

En fait, ce sont probablement des policiers espagnols — ou tout au moins des groupes qui leur sont étroitement liés — qui utilisent ce sigle pour liquider les réfugiés basques, dans le plus pur style « escadron de la mort ».

C'est à rapprocher de ce qui s'est produit jeudi 22 mars, dans la soirée, où, dans un petit port proche de Saint-

Sébastien, la police espagnole a tiré sur un canot pneumatique, tuant quatre hommes et en blessant grièvement un cinquième, tous membres de l'organisation clandestine basque des Commandos Autonomes Anticapitalistes. Venant clandestinement de France par la mer, ils étaient visiblement attendus par les policiers espagnols, au courant de leur arrivée.

Ce massacre confirme en tout cas que la police espagnole choisit sciemment de tuer, pour éliminer le plus possible de membres des organisations nationalistes basques. Elle, du côté espagnol, et le GAL, de ce côté-ci de la frontière, se donnent bien la main. Sans parler de la police française qui ne se montre ni très efficace ni très empressée de rechercher les tueurs du GAL.

M.L.



Une récente manifestation de protestation à Biarritz, après l'assassinat d'un réfugié basque espagnol. (AFP)

Comment le RPR « libère » Aulnay

La nouvelle municipalité d'Aulnay, à majorité RPR, avait mené campagne sur la prétendue gabegie de l'équipe précédente, de gauche, et sur le prétendu manque de liberté et de sécurité.

A présent, on peut concrètement découvrir les mesures qu'elle compte adopter pour faire des économies.

La droite a commencé par décider de réduire de 90 % la subvention municipale à la Maison de la Culture (« *Quand j'entends parler de culture...* »). Il serait question, dans la même veine, de supprimer la plupart des subventions aux associations. Le maire, Abrioux, et ses acolytes se sont en effet émus. Pour eux, il y aurait trop d'associations à Aulnay. Quant au droit d'expression, le maire a décidé que plus une réunion ne pour-

rait désormais avoir lieu dans les locaux scolaires. Cette mesure ne gênera pas la droite qui fait venir Chirac, le temps d'une élection, pour un show. Mais elle vise bien évidemment et exclusivement le PCF, le PCI et Lutte Ouvrière.

Mais c'est surtout dans le domaine social que l'équipe Abrioux montre ses côtés les plus réactionnaires.

Il est question de supprimer les aides ménagères. Et surtout le conseil municipal vient de décider d'interdire les cantines aux enfants dont la mère ne travaille pas. Se trouveront exclus d'office les enfants des familles les plus démunies. Cette mesure frappera en effet les familles nombreuses des cités du nord, notamment maghrébines.

Pour riposter à ce sale coup, les parents d'élèves de la fédé-

ration Andrieux ont manifesté samedi 24 mars. Plus de cent personnes ont envahi le hall de la mairie d'Aulnay et les quolibets ont fusé. Mais pour la municipalité, pas question de revenir sur cette décision.

La dernière nouvelle d'Abrioux a été de créer une milice municipale. Cette idée est venue après l'assassinat de trois retraités d'Aulnay par des voleurs. La municipalité compte sans doute recruter quelques gros bras compétents !

Alors question économie, les Aulnaysiens ne vont pas être déçus car, pour payer ces « frais nouveaux » et pour tenir compte d'autres projets aussi coûteux mais aussi peu sociaux, la municipalité a d'ores et déjà fait état... d'une augmentation de 19 % sur les impôts locaux de cette année.

Correspondant LO

Ralite mode d'emploi

Interviewé par *Le Nouvel Economiste*, Ralite, membre du PCF et ministre délégué à l'Emploi, n'était pas à la fête.

« Depuis octobre, nous avons enregistré 160 000 chômeurs supplémentaires », a-t-il reconnu. Et d'ajouter : « Si le rythme actuel se maintenait, il y aurait 2,6 millions de demandeurs d'emploi à la fin de l'année ».

Après Marchais et Krasucki qui chiffraient, eux, à trois millions le nombre des chômeurs à la fin de l'année, même Ralite s'y met, même si c'est en baissant l'estimation à 2,6 millions.

Il est vrai que Ralite n'est pas à court d'idées. Après les divers types de contrats, contrats-formation ou contrats-solidarité, qui ont tous été aussi impuissants à enrayer le chômage qu'effacées pour donner de l'argent aux patrons, il garde le moral pour innover. Il a dans sa sacoche « une mesure qui, pour ne tenir aujourd'hui qu'une place lilliputienne dans l'actualité sociale,

n'en est pas moins importante », paraît-il : les « contrats-emploi-formation-production ».

Un premier exemple vient de voir le jour. En effet un fabricant de variateurs de vitesse de Villeurbanne, en quête de marchés, vient, par l'entremise de l'Etat, de se « marier » à une société commerciale qui jusqu'à présent vendait des variateurs de vitesse allemands. Ralite a mis de l'argent dans la corbeille, puisque l'Etat s'engage à verser 40.000 F par an pendant trois ans pour chaque emploi engendré par cette union. Ralite précise d'ailleurs qu'il n'a rien inventé et qu'il s'agit simplement là du « partenariat » d'entreprise que le CNPF souhaitait en 1981 dans sa brochure *Entreprises solidaires*. Comme quoi un ministre communiste délégué à l'Emploi sert au moins à réanimer les vieilles idées du CNPF.

Mais certainement pas à lutter contre le chômage !

Marchais en campagne

Sous le titre prometteur de « *répondre à l'espoir* », l'hebdomadaire *Révolution* publie une interview de Georges Marchais.

L'espoir en question, celui de 1981, Marchais reconnaît qu'il est bien chancelant, au point que des militants voient « des travailleurs et parfois des communistes » reprocher au Parti Communiste sa participation au gouvernement. « Ils n'ont pas raison du tout », leur réplique Marchais en passant, parce que la sortie des ministres communistes du gouvernement, c'est « ce que souhaite la droite » et que cela ne conduirait qu'à « l'échec de la gauche ».

Sur ce, il énumère tout ce qui aux yeux d'un électeur communiste ne peut que témoigner de l'échec de la politique gouvernementale.

Côté pouvoir d'achat : « L'objectif de Jacques Delors d'une hausse des

prix ne dépassant pas 5 % en 1984 ne sera vraisemblablement pas atteint ».

Côté CEE : « Michel Rocard a exprimé sa satisfaction d'avoir sauvé l'agriculture européenne. Mais les décisions prises sont catastrophiques pour les producteurs de lait français ».

Côté école : « Les mesures Savary ne répondent pas aux besoins considérables dans ce domaine » et risquent de « renforcer l'enseignement privé ».

Côté emploi et développement industriel : « On n'y parviendra pas en commençant par décimer des secteurs vitaux aussi décisifs que la sidérurgie, le charbon, l'automobile ou la production navale ».

Et malgré ce bilan plutôt catastrophique, Georges Marchais persiste et en redemande.

Battre la droite, réaffirme-t-il, « c'est tout à fait possi-



ble. Déjà, en 1981, un rassemblement majoritaire de notre peuple s'est constitué et elle a été battue. (...) Pourquoi ce qui a été possible alors ne le serait plus actuellement ? ».

Alors, il faudra, aux Européennes, voter PC bien sûr, « pour peser dans le bon sens ». Voilà tout ce que Marchais a trouvé de nouveau pour « répondre à l'espoir ». C'est décidément bien peu.

Sylvie MARECHAL

La police vous protège... de Lutte Ouvrière

Samedi 24 mars, en fin de matinée, porte de Clignancourt, à Paris 18°, devant la bouche de métro, deux de nos camarades vendaient *Lutte Ouvrière*. Surviennent deux flics. L'un spécialement hargneux prend un camarade au col après lui avoir demandé ses papiers. Le ton monte. En trois minutes, 250 personnes entourent les policiers, les réflexions fusent.

Arrivent alors quatre cars de flics pour embarquer... un vendeur, non sans qu'un policier ait projeté un peu de gaz lacrymogène sur les plus proches des passants qui protestaient.

Mais, au commissariat, si la police, sûre de son bon droit, avait le matériel adéquat pour verbaliser pour « vente illicite de journaux », elle se trouvait particulièrement démunie : pas le moindre formulaire pour recueillir le témoignage de plusieurs passants qui s'étaient rendus au poste pour faire enregistrer leur protestation !

Ce témoignage une fois écrit sur un papier libre que le fonctionnaire de police avait fini par sortir, un autre cas de conscience se posait à lui : se refusant à donner un reçu, il lui fallut une demi-heure de tergiversations, pour finir par « avouer » son nom et sa fonction.

Cas de conscience, manque de moyens pour « protéger » la population, « incompréhension » de celle-ci, un vrai raccourci du fameux « drame de la police » !

La solidarité des ouvriers anglais se développe autour des mineurs en grève

Au moment où plus de 130 000 mineurs en sont au milieu de leur troisième semaine de grève, plus personne, que ce soit au gouvernement ou à la direction des Charbonnages britanniques, ne peut prétendre, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, qu'une révolte de la base mécontente contre les organisateurs de la grève est sur le point de mettre fin au mouvement. Si la base est mécontente de quelque chose, c'est bien des 20 000 suppressions d'emplois que le gouvernement Thatcher prétendait encore lui imposer cette année. Et elle le montre !

Le début de cette troisième semaine de grève a été marqué en effet par un nouvel élargissement du mouvement. Entérinant un état de fait auquel ils s'étaient vainement opposés, les dirigeants de plusieurs régions minières ont fini par se résoudre à lancer un mot d'ordre de grève, avec une mauvaise volonté évidente : c'est ainsi que ceux du Lancashire ont attendu que 7 des 8 puits de leur région soient paralysés pour revenir sur leur consigne officielle de ne pas cesser le travail. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que les bureaucrates syndicaux hostiles à la grève, bien que pour la plupart désavoués dans leurs propres régions, aient pour autant désarmé. C'est ainsi que huit d'entre eux, représentant les directions régionales de plusieurs bassins, ont pris l'initiative d'une réunion le 27 mars. Au nom de la « démocratie », ils ont de nouveau exigé l'organisation d'un vote national. Un brusque souci de démocratie qui ne fera pas oublier leurs prises de positions contre la grève ! Ils ont même trouvé du renfort en la personne de Frank Chapple, le très réactionnaire président du syndicat des électriciens — le seul qui ait eu le front de prendre position contre le Parti Travalliste lors

des dernières élections —, qui a explicitement appelé ses adhérents dans les centrales thermiques à franchir les piquets de grève des mineurs. Un renfort il est vrai un tantinet encombrant, car cet individu ne bénéficie pas d'un prestige très reluisant parmi les mineurs.

Désormais, quoi qu'il en soit, seul le bassin du Nottinghamshire reste en dehors du mouvement, et seuls une trentaine de puits sur les 173 que compte le pays continuent à produire du charbon.

Les Charbonnages indiquent d'ailleurs que la production hebdomadaire de charbon est tombée à 10 % environ de son niveau normal. Et dans plusieurs secteurs de l'économie, les effets de la grève commencent à se faire sentir sérieusement. C'est ainsi qu'après les déclarations pleines de morgue des Charbonnages, se targuant de disposer de stocks pour de longs mois, on a appris en début de semaine que les négociants en charbon — qui assurent la distribution du charbon domestique — ne disposaient plus que de 6 à 15 jours de stocks suivant les régions, les régions les plus touchées étant celles du nord de l'Angleterre et surtout d'Ecosse, où les mouvements de grève durent depuis plus longtemps qu'ailleurs.

L'industrie commence elle aussi à être touchée, bien que dans une moindre mesure. C'est ainsi que plusieurs aciéries ont dû réduire leur production parfois jusqu'à 50 % comme à Scunthorpe, faute d'approvisionnement suffisant en combustible. Et le gouvernement, qui redoute visiblement la paralysie des centrales thermiques, a repoussé la mise en veilleuse pour révision d'une centrale nucléaire qui était prévue pour ces jours-ci : sans aucun rapport avec la grève des mineurs, bien



Un piquet de grève face à la police devant le siège central des Charbonnages de Doncaster (ph. UPI)

entendu, selon le ministre de l'Energie...

Tout cela révèle l'activité et l'efficacité des piquets de grève volants des mineurs. Malgré le quadrillage policier qui se poursuit avec autant d'intensité, ceux-ci multiplient les interventions, pour empêcher les livraisons de charbon aux centrales thermiques d'abord, mais plus généralement pour empêcher le déplacement des stocks de charbon existant dans tout le pays.

Et sur ce terrain les mineurs bénéficient de l'aide tout aussi active de quantité de travailleurs. C'est ainsi que les che-

mins de fer britanniques ont indiqué une diminution de plus de 50 % du tonnage de charbon transporté par rail dès la deuxième semaine de grève. Et cela n'est dû qu'en partie à la chute de la production : en fait, un grand nombre de cheminots ont tout simplement refusé de conduire les trains de charbon, ou de les charger.

Quant aux mineurs du secteur privé — essentiellement des mines exploitées à ciel ouvert, qui ne sont pas concernées par les plans de fermetures — ils refusent depuis cette semaine de laisser sortir le charbon de l'enceinte de leurs mines.

De multiples tentatives visant à recourir à des approvisionnements étrangers ont également été mises en échec, tant par les marins britanniques que par les dockers, tandis que nombre de camionneurs refusent de pénétrer dans les entrepôts de charbon dès lors qu'un piquet de grève de mineurs, même symbolique, se trouve devant.

Les marques de solidarité envers les mineurs se multiplient ainsi chaque jour, résultant pratiquement toujours d'initiatives locales. Comme celles des chauffeurs de cars de la vallée de la Rhonda au pays de Galles, qui se sont mis en grève lorsque

les compagnies de transport ont annoncé qu'elles refuseraient désormais de transporter les piquets de grève des mineurs. Et les compagnies ont dû céder...

Quant au gouvernement Thatcher, il se limite pour l'instant à mener une guerre d'usure contre les grévistes, avec un dispositif policier omniprésent, multipliant les arrestations dans les rangs des piquets de grève — plus de 200 en quinze jours — avec toujours à la clé une amende qui peut aller de 1 000 à 7 000 F environ, pour trouble de l'ordre public. Mais il reste de toute évidence sur l'expectative, en espérant que le temps joue en sa faveur et que l'opinion publique — sous la pression du manque de charbon — se retourne contre les grévistes.

Mais cela, c'est justement compter sans la solidarité dont bénéficient les mineurs. C'est compter aussi sans le mécontentement de bien d'autres secteurs de la classe ouvrière, qui pourraient bien se sentir renforcés par le mouvement actuel et en profiter pour poser leurs propres revendications. En tout cas, pour l'instant, la balle est toujours dans le camp des grévistes et ils semblent résolus à la conserver.

François ROULEAU

La presse va au charbon contre les grévistes

La grève des mineurs a été l'occasion d'une intense campagne d'opinion, tant dans la grande presse que sur les ondes.

Au cours des deux premières semaines de la grève, jour après jour, la presse a fiévreusement recensé les puits qui continuaient à produire du charbon dans le pays, prédisant une fin imminente du mouvement et le triomphe de la « majorité silencieuse » des non-grévistes. Puis, comme cette prétendue « majorité silencieuse » se faisait ridiculement minoritaire, elle a entrepris de convaincre ses lecteurs qu'une poignée d'« anarchistes » menée par le président du NUM, Arthur Scargill, avait entrepris de « casser » le charbon britannique et empêchait les 130 000 mineurs en grève de reprendre et de descendre dans les puits, contre la volonté de l'immense majorité des mineurs.

En particulier les piquets de grève volants ont fait l'unanimité des manchettes contre eux. En lisant le Sun par exemple, un quotidien à sensation

de grande diffusion, on pouvait apprendre que « les piquets de grève ont rendu le seul nom de mineur nauséabond dans tout le pays », tandis que la plupart des journaux dénonçaient les violences des « nervis » des piquets de grève... Le gréviste au couteau entre les dents n'est pas loin !

Et bien sûr, tout ce qui pouvait passer pour une opposition à la grève a été soigneusement monté en épingle. A commencer par les prises de position de ceux des dirigeants du NUM qui sont hostiles à la grève et que la grande presse s'est efforcée de présenter comme les seuls véritables représentants de l'immense majorité des mineurs « empêchés » de travailler.

Le Sun, qui d'ordinaire s'intéresse plus à l'anatomie des femmes qu'à leurs aspirations, a salué le « combat courageux » d'une dizaine de femmes de mineurs anti-grévistes venues soutenir le moral de leurs époux à l'entrée d'une mine des Midlands. Bien entendu, on ne trouvait pas un mot dans les colonnes de ce journal sur le dévouement obs-

cur des centaines de femmes de mineurs en grève, qui organisent des cuisines de fortune sur les carreaux de mines pour nourrir les piquets de grève. Quant au Daily Telegraph du 27 mars, on y trouve ce gros titre : « Les mineurs anti-grévistes occupent la mine à 1000 mètres sous terre », alors que l'article rapportait le geste de quatre mineurs, encouragés par l'encadrement, qui se sont installés dans une galerie en annonçant qu'ils resteraient là tant que leurs 900 collègues de travail n'auraient pas repris le travail...

Pour finir, depuis le début de cette troisième semaine de grève, les journaux se sont mis à verser des larmes de crocodile sur les menaces que la grève des mineurs ferait peser sur l'emploi dans la sidérurgie britannique. Ce qui témoigne d'un sacré cynisme, vu les tombereaux d'ordures et de calomnies que ces mêmes journaux déversaient sur les sidérurgistes, en grève contre les dizaines de milliers de suppressions d'emplois dont ils étaient menacés, il y a un peu plus de trois ans !



La manifestation du 24 mars :

La CGIL dit «non» à la grève générale

Selon l'avis unanime de la presse, la manifestation organisée le 24 mars à Rome par les « Conseils d'usine » et par la fraction communiste de la CGIL (la CGT italienne) était la plus grande manifestation qu'ait connue l'Italie dans toute l'après-guerre. La Questure (préfecture) de Rome elle-même a estimé le nombre des manifestants à 500 000, la CGIL à plus d'un million, et la plupart des journalistes à 700 000. La CGIL en tout cas avait mobilisé pour l'occasion toutes les ressources de son organisation. 4 000 autocars et 34 trains spéciaux ont amené de toute l'Italie, à eux seuls, 250 000 manifestants. Quatre cortèges, partis des gares et des points d'arrivée des autocars, ont convergé sur la plus grande place de la ville, la place Saint-Jean-de-Latran.

Le but de cette imposante manifestation était de protester contre le décret adopté le 15 février dernier par le gouvernement à direction socialiste de Bettino Craxi, et consistant à réduire encore un peu plus l'incidence de l'échelle mobile qui, en Italie, indexe les salaires sur les prix. Sous prétexte de « lutte contre l'inflation », le gouvernement Craxi s'en prend ouvertement aux salaires, et son décret-loi a entraîné une vague de protestations et de grèves dans tout le pays. La manifestation de samedi dernier en a été, sans doute, le point culminant.

Car cette manifestation était aussi le point d'arrivée de toute une manœuvre politique du PCI et de l'aile communiste de la CGIL, le principal syndicat italien, dont le but était de contrôler au mieux le mécontentement ouvrier.

Le mécontentement contre le « décret Craxi »

La négociation du « pacte anti-inflation » du gouvernement Craxi était depuis longtemps en cours entre celui-ci, le patronat et les trois principaux syndicats italiens — la CGIL, l'UIL et la CISL — qui sont regroupés au sein d'une direction « unitaire ». Ce n'était pas la première fois, puisque de précédents accords entre gouvernement et syndicat « unitaire » ont déjà permis de réduire progressivement l'incidence de l'échelle mobile. L'accord en discussion n'était jamais qu'un accord de plus, que la CGIL au fond était prête à signer, comme elle a signé les autres.

Mais elle avait sans doute pris la mesure des difficultés qu'elle aurait à faire passer cet accord auprès des travailleurs et de la base syndicale. C'est probablement pour cela que, le 14 février dernier, elle a refusé de signer l'accord, alors que la CISL et l'UIL l'approuvaient. Craxi a donc pris ses mesures anti-ouvrières par décret-loi.

Le mécontentement, qui s'est manifesté dans la classe ouvrière par des grèves et des manifestations, a pris aussi un caractère plus organisé et échappant au moins partiellement aux directions syndicales. A Milan et Turin notamment, des assemblées de « Conseils d'usine » réunies à l'initiative de la gauche syndicale se sont prononcées pour la grève générale et une manifestation nationale, afin d'imposer le retrait du décret Craxi. Ayant elle-même refusé de donner son aval à Craxi, la majorité communiste de la CGIL pouvait laisser ses militants s'insérer dans le mouvement et saisir au vol une de ces propositions : la manifestation à Rome. En mettant tout le poids de son appareil dans l'organisation de cette manifestation, elle a pu en faire sa manifestation. Et c'est du coup Luciano Lama, le secrétaire général de la CGIL, qui en a donné le ton et la conclusion par un discours tenu à son point d'arrivée, place Saint-Jean.

Pour la CGIL, le seul objectif : l'unité syndicale...

Le discours de Lama n'a nullement été centré sur la

lutte pour le retrait du « décret Craxi », mais sur... l'unité syndicale. Sans doute, a-t-il dit, nous nous battons pour « la justice », mais « surtout pour que l'on puisse retrouver l'unité des travailleurs et des syndicats ». En conséquence de quoi, Lama a déclaré qu'une grève générale serait « inopportune, parce qu'elle pourrait creuser un fossé plus profond parmi les travailleurs et les organisations » !

Au nom de la sacrosainte « unité », Lama a donc en fait enterré la lutte pour le retrait du décret Craxi. « Cette manifestation ne s'oppose pas au Parlement. Au contraire, elle en respecte et en soutient les pouvoirs » a-t-il dit. Au Parlement, qui en principe doit avoir voté avant le 16 avril le décret-loi de Craxi, sans quoi celui-ci serait sans valeur, Lama ne veut pas imposer par la pression de la rue de repousser ce décret. Au contraire, a-t-il dit, il lui demande « pacifiquement, civilement, dans le plein respect des institutions », de « rétablir le pouvoir contractuel », autrement dit de faire quelques amendements au décret, après les avoir négociés avec la CGIL.

La presse italienne ne s'y trompe pas, et décerne ses félicitations au leader de la CGIL. Le *Corriere della Sera* se félicite de son « ton globalement modéré » et du fait qu'il n'ait pas voulu « humilier le gouverne-

ment et avec lui son président, Bettino Craxi ». De son côté Giorgio Benvenuto, le leader du syndicat le plus ouvertement réformiste, l'UIL, s'est félicité que « Lama ait su dire « non », dans un discours difficile pour une place aussi grande : « non à la grève générale » et « non au retrait du décret », dont il a demandé seulement la modification. Lama a rouvert la voie à un accord sur l'échelle mobile » a-t-il ajouté.

... pour faire avaler la pilule

C'est en effet cela que souhaitent maintenant les bureaucrates syndicaux, ceux de l'UIL et de la CISL qui ont approuvé le décret Craxi comme ceux de la majorité CGIL qui l'ont refusé : parvenir à un accord avec le gouvernement, au prix de quelques modifications qui permettront à la CGIL de dissimuler sa capitulation ou de la justifier par les nécessités de ne pas compromettre « l'unité syndicale ». De son côté le PCI, qui joue au Parlement le rôle d'opposition respectueuse à la majorité gouvernementale de Craxi, pourra passer de la tactique d'obstruction parlementaire qu'il mène actuellement à l'opposition constructive, en

collaborant à ces amendements.

Si ces manœuvres réussissent finalement à faire passer les mesures de Craxi auprès des travailleurs, le PCI et la CGIL auront rendu au fond un fier service à Craxi et à la bourgeoisie italienne. En se mettant à la tête de la protestation, la CGIL s'est mise en mesure de la contrôler et d'empêcher qu'elle n'échappe aux directions syndicales. Comme le dit *Le Monde*, « l'effervescence risquait de déboucher sur le rejet par la base d'une direction qui, à ses yeux, se laissait piéger. (...) L'intelligence de la direction de la CGIL est d'avoir mesuré ce risque en extrême et récupéré la situation, en chapeautant une manifestation contre les décrets qui était au départ une idée des Conseils d'usine ». Et le *Corriere della Sera* donne raison à Lama quand il se dit tout à la fois partisan de l'unité syndicale et « d'un syndicat nouveau, démocratique, vraiment représentatif »... autrement dit capable de faire passer les décisions gouvernementales auprès de la classe ouvrière.

L'avenir dira si tous ces gens ont raison de se réjouir. Il n'est pas encore dit que la manœuvre de la CGIL lui permette de reprendre le contrôle d'une base qui se montre de moins en moins dupe de son jeu.

André FRYS



Une vue de l'arrivée de la manifestation place Saint-Jean-de-Latran à Rome.

(AFP)

Une surpopulation urbaine en constante augmentation

Les habitants des lotissements des bidonvilles qui entourent les grandes villes brésiliennes, en particulier Rio de Janeiro et Sao Paulo sont des millions. Et cela suffit à montrer qu'ils ne sont pas des « marginaux ».

Au Brésil, comme dans toute l'Amérique latine, l'urbanisation est ancienne. Mais si en 1950 la population urbaine constituait déjà 30 % de la population totale, aujourd'hui elle en constitue 68 %, soit 85 millions sur les 125 millions que compte le pays. L'agglomération de Sao Paulo compte 14 millions d'habitants ; celle de Rio plus de dix. Sept autres grands centres dépassent le million d'habitants, comme Fortaleza dans le Nordeste, passée de 500 000 habitants en 1970 à près de deux millions aujourd'hui. La moitié environ des habitants de Rio et Sao Paulo vivaient dans des logements dits « précaires ».

Cette croissance rapide des banlieues des grandes villes s'explique par plusieurs facteurs.

D'une part, le développement des cultures industrielles dans la campagne brésilienne a chassé des mil-

lions de paysans de leurs terres.

Au Brésil, 2 % des propriétaires possèdent 60 % des terres. Les immenses propriétés se sont installées depuis la colonisation au rythme du développement

des cultures d'exportation : sucre, cacao, banane, café, récemment le soja et plus récemment encore la canne (un « plan alcool » vise à substituer l'alcool de canne aux dérivés du pétrole, notamment l'essence automobile).

L'extension de ces cultures provoque l'expulsion du petit paysan : bien souvent installé depuis longtemps sans titre de propriété sur une terre que jamais personne ne lui avait contestée, il se retrouve un jour expulsé, au besoin par la milice privée de la grande compagnie. En 30 ans, plus de 12 millions de petits paysans ont été dépossédés.

Une autre cause de l'exode rural est la mécanisation : les grandes propriétés qui employaient une main-d'œuvre relativement nombreuse se sont transformées en grosses entreprises agro-industrielles. Beaucoup de salariés agricoles ont été licenciés et sont devenus journaliers en quête de travail. Chaque jour, sur les places des villages du Nordeste, les contremaîtres viennent embaucher ceux dont ils ont besoin. Beaucoup ne trouvent du travail qu'en période de récolte. Ils ne touchent souvent même pas le salaire minimum (400 F par mois !) car les propriétaires ne sont tenus de le payer qu'après un an d'embauche. Dans le Nordeste, 50 % des ouvriers agricoles sont au chômage.

Alors, la ville apparaît à beaucoup comme le seul recours. Comme elle apparaît aussi le seul recours aux habitants des régions frappées, comme le Nordeste, par la sécheresse contre les effets de laquelle rien n'a été prévu.

Et ces vagues de migrations sont loin d'appartenir au passé.

A Sao Paulo, 600 000 immigrants arrivent chaque année, la plupart venus du nord. Un Nordestin raconte, dans un journal brésilien : « Nous sommes arrivés à la ville après de nombreuses journées entassés au fond d'un camion. Après avoir payé le voyage, personne n'avait plus rien. Ceux d'entre nous qui avaient des parents à la ville trouvèrent les premiers un terrain inoccupé et construisirent un petit abri pour que leur famille puisse dormir. C'est ainsi que nous sommes devenus favelados (habitants des bidonvilles) ». La moitié environ des habitants de Rio et Sao Paulo vivent ainsi dans des logements précaires.

Ces millions de paysans pauvres, venus par vagues successives dans les grandes villes, ont constitué une main-d'œuvre bon marché pour les capitalistes brésiliens, américains et européens qui développèrent lentement, à partir de 1945, les industries automobiles, l'électro-ménager et surtout,

de façon rapide à partir de 1970, la sidérurgie et la pétrochimie.

Mais, même dans les meilleures années, la croissance des emplois dans l'industrie a été moins rapide que l'urbanisation. Le sous-emploi est depuis longtemps chronique. Les patrons font « tourner » la main-d'œuvre, le nouvel arrivant étant davantage prêt à se satisfaire du minimum.

Avec la crise, la situation s'est aggravée. Le « miracle brésilien », le boom industriel de la dernière décennie, s'est effectué au prix d'un énorme endettement de l'Etat. Maintenant, un plan d'austérité a été établi avec le FMI : les riches se sont enrichis, mais c'est aux pauvres de payer.

Les industries ont licencié en masse : en 1983, dans le Grand Sao Paulo, les industries de la construction, de mécanique, de matières plastiques, ont licencié 400 000 des 2 millions d'ouvriers de l'industrie. Le tiers des emplois du tertiaire ont été aussi supprimés. Le chômage, total ou partiel, touche 14 % de la population active.

L'accélération de l'exode rural, conjuguée à la crise économique qui sévit dans l'industrie, aggrave ainsi la misère de millions de gens. Et les conditions de vie des travailleurs, des pauvres des villes, s'aggravent.



A Sao Paulo, « la Paulista », l'avenue de la haute finance... Et toujours à Sao Paulo, les quartiers des pauvres



Pour loger ces millions de travailleurs, les dirigeants brésiliens n'ont pratiquement rien fait. Dans tout le pays, moins d'un million de logements sociaux ont été construits, alors que les besoins sont estimés à 19 millions. Ces quatre dernières années, à Sao Paulo ont été construits 85 000 logements, alors qu'il y a cinq millions de mal logés dans la ville même. De toute façon, la plupart des pauvres ne pourraient pas en payer le loyer : seuls les travailleurs les mieux payés, certains employés, des fonctionnaires, peuvent y accéder.

Aussi la plupart des travailleurs vont se loger dans les « corticos », les lotissements périphériques et les « favelas », comme on appelle les bidonvilles.

Les corticos se trouvent surtout à Sao Paulo : ce sont des grandes maisons délabrées, le plus souvent avec les points d'eau dans la cour. Elles sont divisées en petites chambres :

« dans chacune de ces habitations, dont les chambres dépassent rarement 4 m², vivent en moyenne 9 à 22 familles, à 5 personnes par chambre » écrit le journal *La Folha de Sao Paulo*. 2 500 000 personnes vivent dans ces conditions.

Mais beaucoup de travailleurs construisent eux-mêmes leur logement : 70 % des maisons de l'agglomération de Sao Paulo sont construites par les habitants eux-mêmes. C'est le cas dans les lotissements périphériques où vivent 2 autres millions de personnes : elles ont acheté un bout de terrain et construit dessus une baraque, en planches au début, en dur au bout de quelques années. Les plus aisés en ont construit une autre qu'ils louent.

A la différence des lotissements, les favelas sont installées illégalement sur des terrains publics ou privés. A Rio, 2 millions de personnes y vivent. Il y avait 300 favelas en 1970, il y en a maintenant 432. Elles sont ins-

tallées sur les collines qui s'élèvent derrière les immeubles de luxe et les plages de Copacabana, Ipanema, Leblon. A Sao Paulo, les favelas, récentes, comptent des centaines de milliers d'habitants et se trouvent aussi bien dans le centre, dans les zones industrielles, dans les vallées inondables des rivières. Elles abritent 500 000 personnes dans Sao Paulo même, près d'un million et demi avec l'agglomération.

Dans les lotissements et favelas les plus anciens, il y a parfois des équipements, installés par les habitants eux-mêmes ou les pouvoirs publics : adductions d'eau, égouts, électricité. Mais dans la plupart d'entre eux, il n'y a pas ou peu d'infrastructures.

Beaucoup de travailleurs, qui ont perdu leur emploi ou vu leur salaire diminuer et qui ne peuvent payer de charges, quittent des logements équipés et retrouvent les nouveaux arrivants dans ces banlieues de plus en plus éloignées.

Une journée de grève générale

Le Pérou vient de connaître une nouvelle flambée de mouvements de protestation et de colère contre la vie chère et la détérioration des conditions de vie de la population pauvre des campagnes et des villes.

La hausse des prix, 16 % en deux mois, de début janvier à fin février, a continué de plus belle dans la première quinzaine de mars, quand deux augmentations successives du prix de l'essence, se répercutant sur le coût des transports, se sont traduites par un renchérissement de tous les produits, y compris ceux de première nécessité.

Selon la correspondante du Monde, « la population a multiplié les gestes de protestation. Les paysans ont organisé plusieurs journées de grève en barrant les routes. Les ménagères ont défilé avec des casseroles vides. Les étudiants ont affronté violemment

la police dans les rues de la capitale. Des ouvriers ont fait des grèves de la faim sporadiques et des débrayages. » C'est dans ce climat que les syndicats ont appelé le 22 mars à une nouvelle journée de grève générale, la quatrième depuis l'installation du gouvernement de Belaunde Terry en juillet 1980.

Le gouvernement a répliqué en instaurant l'état d'urgence pendant trois jours. Des centaines de personnes ont été arrêtées et, à Lima, la police a réprimé violemment une manifestation, provoquant la mort d'un jeune garçon. Outre la répression, le gouvernement avait tenté aussi une autre méthode en proposant une prime de 2 500 sols (environ un dollar) aux éventuels non-grévistes. Mais pas plus la carotte que le bâton n'a empêché le mécontentement de s'exprimer.

Une situation de plus en plus dure

Ces dernières années, la dépréciation de la monnaie nationale, le sol, a été en s'accroissant, ce qui a entraîné une inflation de plus en plus forte : 60 % en 1980, 70 % en 1981, 75 % en 1982 et 125 % en 1983.

Alors que la population riche peut placer ses économies en dollars, pour la population pauvre, dont le niveau de vie était déjà très bas, c'est la catastrophe.

Les paysans sont obligés de faire des emprunts libellés en dollars, ce qui signifie qu'ils sont obligés de rembourser plus du double en monnaie dévaluée, sans compter les intérêts. La malnutrition augmente dans les zones rurales. Le nombre moyen de calories est passé de

1800 à 1400, alors que 2500 est considéré comme le minimum nécessaire.

La situation des travailleurs des villes (65 % des 18 millions de Péruviens vivent dans les villes) n'est guère plus enviable. La moitié au moins des 6 millions d'habitants de Lima vivent dans des « barriadas », bidonvilles installés sur les pentes des collines ou au cœur même de la cité. Le pouvoir d'achat des salaires a baissé chaque année (— 16 % en 1983), mais cela ne reflète qu'une petite partie de la réalité car, dans la population active, moins d'une personne sur deux a un emploi à temps complet, 9 % sont au chômage total, 48 % n'ont qu'un emploi partiel.



Une des favelas de Rio qui surplombent, depuis plus d'un quart de siècle, les plages pour millionnaires.

Plus de 500 morts dans l'incendie d'une favela

Le 26 février dernier, au Brésil, un incendie a rasé en trois heures une « favela », un de ces bidonvilles des grandes villes brésiliennes, celui de la ville de Cubatao, proche de Santos et de Sao Paulo. On évalua alors à 90 le nombre de morts. Aujourd'hui, enquête faite, il s'avère qu'il y a eu 508 morts (la plupart des enfants) et 127 blessés. Près de 2500 personnes se sont retrouvées sans abri, car plus de 1000 habitations ont été détruites.

Cette catastrophe n'était pas un accident imprévisible. Cette « favela », où vivent 6000 personnes, était constituée de mai-

sons de bois, construites pour la plupart sur pilotis. Sous les maisons, le terrain est marécageux, des bras de mer pénètrent, où courent des pipe-lines allant vers des raffineries proches.

C'est une fuite de 700 tonnes d'essence qui a été à l'origine de l'explosion et de l'incendie. L'essence s'est répandue durant toute une journée. Tout le monde savait qu'un tel accident était possible : la presse, des ingénieurs avaient déclaré que toute la banlieue de Santos vivait sur un baril de poudre. La société Petrobras utiliserait d'ailleurs les canalisations d'essence pour transporter de l'al-

cool anhydre extrêmement corrosif. Les ruptures de six canalisations en moins de quatre mois avaient montré le mauvais état de celles-ci. Mais peu importe aux dirigeants des trusts internationaux implantés dans cette région industrialisée et aux pouvoirs publics locaux.

La zone de Cubatao a été surnommée « la vallée de la mort » par la revue américaine Time. Et elle mérite son nom. C'est une des régions les plus polluées du monde. Dans le premier semestre de 1982, par exemple, 35 % des enfants sont morts-nés, avec toujours un très grand nombre de cas d'anencéphalies (enfants nés privés de cerveau).

A Cubatao, où les 85 000 habitants vivent autour d'une vingtaine de grandes entreprises (sidérurgie, pétrochimie), on respire du gaz carbonique, de l'oxyde nitreux, du monoxyde de carbone, du méthane. Un journal de Sao Paulo rapporte que, dans cette ville, « on boit une eau colorée de produits chimiques et on meurt parfois les yeux congestionnés, la peau couverte de taches inexplicables ou bien tout vert, comme il est arrivé à Leao Santana, un ouvrier de la Rhodia, première victime officielle du pentachlorate de phénol ».

Sans doute toutes les banlieues, tous les bidonvilles ne sont-ils pas aussi pollués ni aussi dangereux que Cubatao. Mais cet accident typique montre comment vivent actuellement au Brésil des millions de prolétaires, des millions de personnes avec ou sans emploi, concentrées dans ces immenses « favelas » qui entourent les grandes villes.

Des favelados s'organisent

Des organisations de favelados — les habitants des favelas — se sont développées. Le gouvernement militaire, depuis 1964, a tenté de les réprimer ou de les prendre en main. Mais en vain. Depuis plusieurs années, elles se sont multipliées, souvent impulsées par l'Eglise ou des militants de gauche. Il y a eu des « Rencontres nationales des favelas ».

Ce sont des associations d'entraide, culturelles, sportives et aussi de lutte pour l'amélioration des conditions de vie. Les habitants se groupent pour construire logements et équipements, par exemple pour capter l'eau des sources et l'acheminer. Des associations luttent pour que les habitants soient reconnus propriétaires de leur terrain, et ne soient

plus menacés d'expulsion.

En octobre dernier par exemple, les habitants de la favela Villa de Videgal, à Rio, se sont mobilisés contre une chaîne internationale d'hôtels de luxe qui voulait obtenir leur expulsion. Ils ont refusé d'émigrer, comme on le leur proposait, à Antares, à 70 km, dans un lotissement planté en plein désert.

A Nova Iguaçu, dans la banlieue de Rio, les habitants ont lutté pour obtenir de l'eau. Une habitante racontait : « Il y avait un trou d'où l'eau jaillissait, mais cela engendrait un petit lac qui fut contaminé par les égouts. Pas moyen de parvenir au jet sans entrer dans l'eau contaminée. Il fallut cinq ans pour obtenir de la municipalité un point d'eau ».

Et ce ne sont là que quelques exemples.



Elections « made in USA »

« Une victoire de la liberté sur la tyrannie », c'est ainsi que le président Reagan a qualifié, lundi 26 mars, le fait que les élections présidentielles aient pu se tenir la veille au Salvador.

Mais c'est la peur au ventre que les Salvadoriens sont allés voter. Car le vote était obligatoire. Sous peine d'amende, selon la loi. Et surtout chaque électeur devait voir sa carte d'identité tamponnée pour attester plus tard de son « civisme ». Enfin c'était sous le regard des militaires qu'il fallait mettre un bulletin, sans enveloppe, dans une urne en plastique transparent. Les 40 000 hommes de l'armée et de la police de la dictature avaient été mis en « alerte rouge » : « travail splendide », a affirmé la Maison-Blanche !

Il faut dire que les dirigeants américains voulaient à tout prix que les élections aient l'air d'une consultation électorale. Ils avaient fourni un crédit exceptionnel — un de plus — de dix millions de dollars pour leur organisation. Ils ont envoyé par avions les fameuses urnes transparentes, et des ordinateurs pour réviser les listes électorales. Ni les dollars, ni l'électronique n'ont empêché la pagaille la plus complète. On a vu les électeurs renvoyés de bureau de vote en bureau de vote, à la recherche d'une urne introuvable ou d'une liste électorale un tant soit peu complète, faisant la queue des heures durant, attendant des bulletins de vote que certains présidents de bureau n'ont même pas eu le courage d'amener, pour ne pas risquer les représailles de la guérilla. Au total, le nombre de votants n'a pas dû excéder 1,3 million, alors que 2,5 millions de personnes figuraient sur les listes révisées. Et l'on ne saura jamais combien, parmi ceux qui n'ont pas voté, avaient choisi de ne pas le faire et combien en ont été empêchés.

Du coup, la dictature, qui présentait ces élections comme un défi « démocratique » à la guérilla, a préféré laisser entendre que celle-ci était pour une part responsable de ces désordres. La guérilla, en effet, a voté à sa façon : une quinzaine de villages ont été l'objet de ses coups de main, dimanche, et trente bombes auraient éclaté dans la capitale.

Au lendemain de cette consultation électorale si ouvertement truquée, on ne sait pas qui sera le numéro 1 du Salvador dans l'avenir.

Napoléon Duarte, le dirigeant de la Démocratie Chrétienne, est bien en tête avec 45 % des voix. Mais ce succès n'empêche pas qu'il lui faudra obtenir la majorité au second tour, qui doit avoir lieu dans un mois.

Il est talonné de près par son rival, le major Roberto d'Aubuisson, leader de l'ARENA (l'Alliance Républicaine Nationaliste), une formation ouvertement



Napoleon Duarte, candidat de la Démocratie Chrétienne, arrivé en tête avec 45 % des voix, au premier tour (UPI)

d'extrême-droite qui obtient 30 % des voix et qui garde peut-être ses chances si le troisième candidat le mieux placé, José Francisco Guerrero, du Parti de la Conciliation Nationale, lié à l'armée, appelle à reporter ses voix sur d'Aubuisson.

Sans compter que, période électorale ou pas, on peut toujours imaginer qu'un coup de force de l'extrême-droite et de l'armée vienne trancher par-dessus le verdict des urnes ou que les élections soient annulées.

Mais une chose est sûre : quelle que soit l'issue du scrutin, c'est un ami des Etats-Unis et un ennemi de la population pauvre qui sera en place.

Actuellement José Napoléon Duarte paraît avoir les faveurs des représentants des Etats-Unis, qui voient en lui l'homme le plus susceptible de créer l'illusion que quelque chose peut changer, que des réformes sont possibles. Mais Duarte a déjà montré ce qu'il valait.

Déjà en 1979, pour tenter

de prendre de court l'agitation qui menaçait de déboucher sur une situation analogue à celle du Nicaragua, les Etats-Unis lâchaient le général Moreno, et un coup d'Etat s'appuyant sur des officiers se disant « progressistes » aboutissait à la mise en place d'un gouvernement comprenant les forces de l'opposition. Duarte, qui en était la « caution de gauche », fut présenté comme l'homme de la réforme agraire, une réforme téléguidée par Washington et qui ne résolvait aucun des problèmes des paysans pauvres. Il resta en place jusqu'en 1982, alors que les autres ministres de l'opposition démissionnèrent, pour ne pas couvrir la politique répressive que continuait de mener la junte militaire.

La carte Duarte, qui semble devoir sortir aujourd'hui des élections présidentielles, est donc déjà bien usée, puisqu'elle a servi d'octobre 1979 à mars 1982... contre la population salvadorienne.

Quant à son rival d'Aubuis-

son, il était sorti vainqueur de la dernière consultation électorale au Salvador, en mars 1982. Les Américains misaient alors plutôt sur Duarte, moins ouvertement lié à l'extrême-droite. Et le secrétaire d'Etat américain à la Défense, le général Haig, avait officiellement assorti sa coopération avec d'Aubuisson d'un engagement de celui-ci de « respecter les droits de l'homme ». Mais les « Escadrons de la mort » et autres groupes paramilitaires ont continué à torturer, à violer, à assassiner (d'ailleurs financés par la CIA). D'Aubuisson, après un coup d'arrêt symbolique, du temps de Carter, a vu les aides financières américaines se multiplier à toute vitesse. 65 millions de dollars ont déjà été octroyés pour 1984 au titre de l'assistance militaire, et Reagan propose une rallonge de 179 millions de dollars, sans préjuger des années suivantes. Alors le Congrès américain, sans doute sensible à une opinion publique qui fait le parallèle avec le Vietnam, rechigne à financer indéfiniment un d'Aubuisson, mais les dirigeants américains pourraient fort bien collaborer de nouveau avec ce dictateur, partisan de la guerre sans merci contre la guérilla et qui ne cache pas ses liens avec les organisations paramilitaires responsables de massacres de paysans, d'enlèvements, d'exécutions sommaires de militants et de tortures. Alors, dans ces circonstances, la presse rapporte que la population voit avec angoisse s'ouvrir une nouvelle campagne électorale. Les élections à la Constituante en 1982 avaient connu des heures particulièrement sombres. La campagne électorale qui vient de se dérouler a vu, selon le correspondant du Monde, « une grande partie de la population vivre dans la peur des massacres et des exactions commises par les forces de l'ordre » (14-3-84). Et il en sera probablement de même pour le « deuxième tour », prévu dans un mois.

Hervé MARTIN

La guérilla et les élections du 25 mars

A la mi-février, un des dirigeants du FDR-FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale, qui regroupe l'essentiel des mouvements de guérilla), Guillermo Ungo, avait déclaré à Mexico qu'il ne saboterait pas les élections du 25 mars : « Le vote est obligatoire, et nous n'avons pas intérêt à exposer les Salvadoriens à des représailles de la part du régime ». Mais ce changement d'attitude par rapport à sa tentative d'empêcher les élections, lors des précédentes élections à l'Assemblée constituante en 1982, n'a pas empêché les forces de la guérilla, au moins localement, de prendre sur le terrain une position tranchée. La presse parle de divergences entre ceux qui représentent la guérilla à l'extérieur et les dirigeants locaux, d'ailleurs divisés en plusieurs groupes. C'est possible. Toujours est-il que les mouvements guérilleros ont été actifs dans cette campagne et cette journée d'élection.

« L'impérialisme a demandé une trêve pour pouvoir organiser tranquillement la farce électorale, il n'y aura pas de trêve », déclarait Joaquín Villalobos, dirigeant de l'ERP (Armée Révolutionnaire Populaire), l'une des organisations militaires du Front. Peu avant les élections, le FMLN attaquait à la mitrailleuse et au mortier l'une des garnisons les plus importantes du pays, celle de San Miguel, et d'autres actions étaient menées, près de la capitale, à San Sebastian et Sichertoto.

Par ailleurs, l'ERP, dans les départements de l'est, a empêché la mise en place du moindre bureau de vote sur la zone frontalière avec le Honduras. Quant aux FPL (Forces Populaires de Libération) dans le Chalatenango, au nord-ouest, et la région de Guazapa au nord de San Salvador, elles ont coupé les routes, posé des mines, confisqué des quantités de cartes d'identité. Et le Front Metropolitain Clara Elisabeth-Ramirez a fait sauter des pylones, plongeant l'Est et la capitale dans l'obscurité, obligeant les envoyés américains à procéder au dépouillement... à la bougie.

En tout cas, l'agence de presse IPS a précisé que dans les zones contrôlées par la guérilla, en particulier au nord et à l'est, la participation aux élections a été très faible dans les villages, comme dans la plupart des villes moyennes. Elle a précisé aussi que, dans toutes les zones où, depuis plusieurs mois, la guérilla essaie d'étendre son contrôle, la participation au vote a été très limitée, tandis que la journée a été l'occasion d'affrontements armés entre l'armée de guérilla et l'armée salvadorienne.

Aujourd'hui les dirigeants des mouvements de guérilla disent que cette journée électorale a montré leur force et leur représentativité. C'est sans doute vrai.

H.M.

Le prix de la guerre



Un centre commercial après un bombardement par les troupes gouvernementales au Salvador (AFP)

Au Salvador aujourd'hui, le chômage atteindrait 35 % de la population active ; 46 % de la population est sous-employée et touche un salaire inférieur à 3 dollars par jour. La guerre qui dure depuis plus de 4 ans est chèrement payée par la population. De nombreux camps de réfugiés offrent le spectacle de dizaines de milliers de personnes vivant dans de véritables bidonvilles. « Le pays a fait un bond de 20 ans en arrière », a déclaré récemment le président de la Banque Mondiale.

PROJET SCOLAIRE : Le recul(te) des godillots

Au cours de sa session de printemps qui va s'ouvrir prochainement, le Parlement va devoir se prononcer sur les nouveaux textes — en eux-mêmes déjà une belle reculade — qui devront réglementer les rapports de l'Etat et de l'enseignement privé. Cela ne se fera pas avant la mi-mai et le Conseil des ministres du 11 avril aura déjà discuté de la chose et donné son avis.

Mais entre-temps, il y aura eu les manifestations

du 25 avril, dont le CNAL (Comité national d'action laïque) et ses supporters au sein du PS et de l'électorat de gauche entendent bien faire une contre-offensive réussie face à la droite, qui jusque-là a marqué tous les points.

Pour le moment, à la Chambre, les députés socialistes ont du mal à cacher leur amertume. Car si le gouvernement espérait ainsi redorer son blason auprès d'une base déçue par trois ans de politique anti-

ouvrière, c'est plutôt raté !

Certains de ces députés socialistes, si la manifestation en faveur de l'école publique était un succès ce 25 avril, pourraient peut-être alors espérer faire amender l'actuel projet de loi et comme cela sauver un peu la face. A l'approche des Européennes, ce ne serait pas mal pour eux.

Mais d'abord, rien ne dit que le CNAL soit capable d'aligner autant de monde que la droite qui, sous la bannière des libertés, de la « lutte contre l'autoritarisme étatique de la coalition socialo-communiste »... et derrière les soutanes de curés et évêques a su faire défiler tout ce que le pays peut compter de culs bénis et d'anticommunistes.

L'opération politique de la droite — qui finalement, RPR en tête, n'a que faire du problème scolaire — a jusque-là, c'est incontestable, été une opération réussie. Le gouvernement a capitulé. Et (pourquoi se gêner ?) les porte-parole de l'enseignement catholique font encore du chantage. Les subventions, c'est bon. On prend, sans crise de conscience. Mais le regard de l'Etat sur les établissements privés et leur gestion, pas question ! La fonctionnarisa-



Toute la droite du pays regroupée, lors de la récente manifestation de Versailles, sous la bannière de l'école libre (AFP)

tion des enseignants ? Inacceptable ! A tel point que le chanoine Guiberteau, si l'on en croit le *Canard enchaîné* daté du 29 mars, aurait laissé dire qu'il était sincèrement « inquiet des réactions possibles de sa base », laquelle exigerait maintenant de ses chefs catholiques l'organisation d'une grande manifestation à Paris même.

Alors, ce serait vraiment un grand miracle — et le bon dieu est plutôt pour l'autre camp — si les députés socialistes arrivaient à ne pas se comporter en « godillots » et parvenaient à

un amendement, même symbolique, du projet actuel.

A moins que le gouvernement — même si Mauroy, mardi 27 à Europe 1, a déclaré qu'il restait « partisan du dialogue » — ne ressorte le fameux alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution, qui permet l'adoption sans vote d'un texte pour lequel le gouvernement aurait engagé sa responsabilité (si aucune motion de censure n'est déposée et votée par les députés dans les 24 heures).

Ce serait peut-être le meilleur moyen de soulager les « godillots » de la majorité...



Savary n'avait pas attendu pour se mettre à table et reculer devant les exigences du Comité national de l'enseignement catholique, représenté ici par le chanoine Guiberteau (AFP)

La querelle scolaire :

un vieux « truc » de la droite pour rabattre des voix

Il y a un peu plus de trente ans, c'est déjà l'école privée que la droite gaulliste choisit comme cheval de bataille pour combattre le Parti Socialiste — la SFIO —, avec le vote au Parlement des lois Marie et Barangé. Déjà, le problème scolaire était un prétexte à règlements de comptes politiques, bien plus qu'un problème d'éducation dont les parti(e)s en présence se fichaient.

Avec le début de la Guerre froide, en 1947, le Parti Communiste avait été exclu du gouvernement, mis en quarantaine au Parlement, malgré ses 28 % d'électeurs et ses 183 députés. Sur la droite, voire l'extrême-droite anticommuniste, le Rassemblement du Peuple Français (RPF) de De Gaulle, créé en 1947, vaste rassemblement anticommuniste, s'affichait de lui-même dans une irréductible opposition au monde politique classique. Il n'avait pas encore des députés.

Après les élections de 1951, qui envoyèrent un fort contingent de députés RPF au Parlement, environ un tiers des députés étaient donc dans l'opposition systématique. Le tiers restant, dit encore « Troisième force », une alliance entre la SFIO, le MRP (parti chrétien qui n'osait pas se dire franchement de droite) et les différentes cliques de « radicaux » (dont l'UDSR de François Mitterrand), avait donc quelque mal à gouverner, c'est-à-dire à s'entendre sur une équipe gouvernementale. D'où l'instabilité permanente. Pour la droite, le RPF surtout, à l'époque, il y avait une pomme de discorde toute trouvée à glisser entre les « alliés » socialistes et MRP de la Troisième force : l'é-



cole privée. Les socialistes étaient anti-cléricaux et les MRP chrétiens et partisans du financement de l'école privée par l'Etat. Et, dès l'immédiat après-guerre, la question scolaire était présente de façon plus ou moins ouverte. Les écoles privées avaient été subventionnées par le régime de Vichy, et en 1945 ces subventions avaient été supprimées. La hiérarchie catholique et la

droite se mirent à réclamer le rétablissement des subventions à l'école privée dès la fin de la guerre, mais surtout à partir de 1947 et de la fin du tripartisme PC-PS-MRP.

Des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé furent créées, des meetings eurent lieu, des évêques intervinrent publiquement. En avril 1950 une menace de grève de l'impôt fut brandie par les partisans de l'école catholique dans l'Ouest, traditionnel bastion de l'église catholique.

Une crise ministérielle éclata en juin 1950, à laquelle les partis au pouvoir trouvèrent une échappatoire en créant une commission, composée de partisans des deux écoles, chargée de « trouver la formule qu'on n'avait pu trouver pendant la crise ». Moyennant quoi, la coalition gouvernementale continuait.

Mais la droite repassa à l'offensive sur ce thème, pendant la campagne électorale des législatives de juin 1951, les premières depuis 1946. Le RPF trouvait là une occasion comode de partir à la chasse aux voix du MRP.

Mais le MRP s'engagea à rétablir les subventions pour l'école privée. Le Vatican, par la voix de l'*Osservatore Romano*, appela ouvertement à voter pour lui. Dans un grand nombre d'églises, le dimanche précédant les élections, furent lues des prises de position d'évêques, dont celle de l'évêque de Poitiers : « C'est un devoir de voter catholique, c'est-à-

dire pour un candidat ayant donné publiquement l'assurance qu'il défendra les libertés religieuses, et très spécialement la liberté effective de l'enseignement », c'est-à-dire l'attribution des subventions.

Une « Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement » fut créée, à laquelle adhèrent la moitié de l'ensemble des candidats, dont 310 têtes de liste sur 801 listes en présence.

Pour des raisons de politique internationale et nationale, dans cette période de Guerre froide, où un anticommunisme virulent était professé, entre autres par les socialistes, les élections révélèrent un net glissement à droite. Le PC gardait ses électeurs, mais la loi des apparentements le réduisit à la portion congrue. La SFIO dégringola ; et même le MRP, qui perdit 44 % de ses voix. Le RPF sortait gagnant. Le fait qu'il avait fait campagne en faveur de l'aide à l'école privée y était-il pour quelque chose ? En tout cas il n'avait pas lésiné sur la surenchère sur ce terrain.

Après trois semaines de crise, un gouvernement de coalition fut péniblement constitué sous la direction de Plevin, avec le MRP, les Radicaux, les Indépendants, l'UDSR de Mitterrand ; la SFIO ne participait pas à ce sommet mais le soutenait.

Deux projets de loi furent alors présentés par le MRP : le projet Marie, qui prévoyait que les bourses d'Etat pourraient

être attribuées aux élèves du privé, et le projet Barangé, qui prévoyait l'octroi d'une subvention de 1 000 F de l'époque par enfant et par trimestre pour le fonctionnement des écoles et la paye des enseignants, dans le privé comme dans le public.

A l'Assemblée nationale, les députés socialistes firent tout pour repousser le débat au nom de « l'union des Français ».

Christian Pineau appela le MRP à la raison : « La question de l'école risque de mettre en cause l'existence même de la majorité républicaine. (...) Le pays comprendrait mieux que nous entamions un débat sur le moyen de lui rendre plus acceptables ses difficultés, plutôt que de nous déchirer sur une question dont l'intérêt immédiat ne lui apparaît pas. »

Mais rien n'y fit. Et le MRP estima qu'il avait déjà assez perdu d'électeurs. Les deux lois furent finalement votées, par les députés RPF bien sûr, par les MRP et certains radicaux et modérés.

La SFIO, coupée du MRP, vota peu après, le 7 janvier 1952, contre les projets économiques du gouvernement Plevin, qui fut renversé. René Plevin déclara à l'écrivain Georgette Elgey : « La majorité des SFIO voulait me punir d'avoir permis le passage de la loi Barangé ».

C'était la fin des coalitions de « Troisième force » et le début des coalitions de droite.

Philippe NATIER

Les manifestations des sidérurgistes lorrains

Mercredi 28 mars à la veille des décisions qui devaient être prises par le Conseil des ministres sur le nouveau plan acier, plus de dix mille sidérurgistes et mineurs de fer ont manifesté dans les rues de Metz, à l'appel de toutes les organisations syndicales, venus de toute la région depuis Longwy, Neuves-Maisons, Pompey, Jœuf et Rombas.

Depuis le matin, des barrages avaient été mis en place sur les routes tout autour des usines, des kilomètres de fils métalliques déroulés sur la chaussée. Les engins étaient de sortie : à Sacilor, un « Kaelble » de 40 tonnes (engin pour le transport des poches à scories) était conduit par les grévistes sur l'autoroute Metz-Thionville.

L'après-midi, le cortège était impressionnant. Il n'y avait pas eu de manifestation d'une telle ampleur à Metz depuis 1979, l'époque des bagarres de Longwy. La seule différence, c'est qu'à cette époque Mitterrand était... dans le cortège des sidérurgistes, comme le rappelait un travailleur avec sa pancarte : « Souviens-toi, Mitterrand, quand tu manifestais avec nous ! ».

Les slogans mis en avant par les directions syndicales étaient : « Neuves-Maisons vivra », « Sacilor, c'est le TU (Train Universel) », « Sacilor, c'est le fil », ou encore : « Lorraine, la France a besoin de ton acier ». Mais on pouvait lire aussi sur des pancartes : « Mitterrand, respecte tes engagements » ou « Dégraissons Mauroy, pas les effectifs ».

L'ambiance était bonne malgré la pluie. La mobilisation de cette journée témoigne de l'inquiétude des sidérurgistes dans les différents bassins. C'est 30 000 emplois que le gouvernement veut aujourd'hui supprimer en fermant les sites, en imposant des plans de reconversion bidon. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à l'accepter.

Correspondant LO



Les sidérurgistes manifestent devant la préfecture de Metz. (Photo LO)

HOERBIGER FRANCE (Strasbourg)

Les travailleurs s'opposent aux licenciements par la grève

Hoerbiger France à Geisolsheim, dans la banlieue de Strasbourg, est une usine qui fabrique des soupapes. Elle emploie environ 170 personnes, dont 120 ouvriers. La direction de l'usine a déjà licencié, il y a quelques semaines, deux ouvriers qui étaient en longue maladie. A ce moment-là, l'ensemble des ateliers avait réagi par des débrayages. Puis, il y a environ trois semaines, le patron annonçait 35 suppressions d'emplois : 18 pré-retraites FNE et 17 licenciements de jeunes. Mais les travailleurs de l'usine de Strasbourg ne l'ont pas entendu de cette oreille.

Dans un premier temps, ils ont imposé un premier recul à la direction, en lui faisant céder 5 % de plus sur le « taux habituel » des FNE, soit 70 % au lieu de 65 % du salaire. A ce prix-là, les 18 travailleurs de 55 à

60 ans se disent prêts à partir.

Par contre, la direction n'a rien voulu savoir en ce qui concerne les licenciements des jeunes. C'est pour cela que la grève a été déclenchée le mercredi 21 mars. Tous les ouvriers d'atelier sont en grève et bloquent l'usine. En effet un certain nombre de pièces stockées sont en instance de livraison. C'est le trésor de guerre, comme l'appellent les grévistes. La porte d'entrée est enchaînée, et la direction vient tous les matins pour voir s'il y a possibilité de faire sortir les pièces. Au bout d'une semaine de grève, le moral chez les grévistes est toujours bon. Le matin, tous les ouvriers viennent à l'usine. Les employés (dont la majorité ne se déclarent pas grévistes) viennent aussi, avec le patron, puis repartent. Les grévistes,

se répartissent les tours de garde pour la journée et la nuit. Ils ne veulent pas entendre parler de licenciements et sont bien décidés à veiller sur les stocks tant que la direction n'aura pas cédé là-dessus.

La CGT qui dirige le mouvement demande des stages de formation pour les jeunes, avec leur maintien aux effectifs de l'entreprise et la garantie de leur ré-embauche en fin de stage, ainsi qu'une réduction du temps de travail. La direction est d'accord pour les stages, mais pas pour la garantie d'emploi ni pour la baisse d'horaire.

De ce côté, c'est donc le point mort. Mais les travailleurs se sentent d'autant plus dans leur bon droit que les bénéfices de l'usine sont importants. Et ils entendent bien faire remballer ses projets au patron.

Correspondant LO

DANS
LES ENTREPRISES

Thomson Gennevilliers chez Fabius



Les travailleurs de Thomson-Gennevilliers en manifestation chez Fabius. (28/3/84). (Photo LO)

Après l'annonce de 400 suppressions d'emplois à la Thomson-Gennevilliers, les syndicats avaient organisé le jeudi 8 mars une manifestation au siège de la Thomson, boulevard Haussmann, lors de la réunion du Comité de groupe.

Nous y étions 450. La semaine suivante, nous étions 500 à une assemblée dans la cour de l'usine pour demander des comptes au nouveau responsable nommé juste à temps pour appliquer leur fameux « plan social ».

Mercredi 28, nous nous sommes retrouvés à 700 sur les 3 300 travailleurs de toutes les usines Thomson de Gennevilliers à manifester devant le ministère de l'Industrie, ou plutôt au coin de la rue de Grenelle, puisque toutes les rues entourant le ministère étaient bloquées par les gendarmes mobiles (certains d'entre eux ont dit qu'ils étaient de faction tous les jours et voyaient jusqu'à 5 ou 6 manifestations par jour !).

Evidemment le ministre Fabius était absent et c'est un de ses sous-fifres qui a reçu la délégation. Il a signalé qu'il avait été prévenu « trop tard » pour pouvoir étudier le dossier : « Je prends note des informations que vous me donnez », a-t-il dit, « mais je ne sais pas ce qu'il y a dans le plan social de la Thomson ».

Et il proposait de donner rendez-vous à une nouvelle délégation pour une « réunion constructive » le 10 avril... c'est-à-dire 5 jours après la réunion du Comité d'Entreprise qui doit annoncer les mesures. Le représentant de Fabius a fait remarquer qu'il ne pourrait pas intervenir dans les affaires de la Thomson au point de faire reculer ce fameux CE de quelques jours !

A signaler la présence de Jacques Brunhes, député communiste des Hauts-de-Seine. Son intervention où il disait aux travailleurs de la Thomson

que seule leur lutte pouvait être efficace fut très remarquée.

En tout cas à Gennevilliers, l'ambiance est toujours à l'inquiétude surtout dans les secteurs G2 et G3 qui sont les plus directement concernés par ces 400 suppressions d'emplois. Ils se rendent compte que cette fois-ci, contrairement à la tradition Thomson, cela pourrait bien se traduire non seulement par des mutations mais aussi par des licenciements, camouflés en stages de reconversion par exemple.

Dans certains services les discussions continuent. La prochaine échéance est fixée au 5 avril : un certain nombre de travailleurs pensent qu'il faudra marquer le coup le jour où la direction annoncera son plan social. Les syndicats proposeront probablement quelque chose. De toute façon ce jour-là la direction entendra parler de nous.

Correspondant LO

CRAM (Rouen)

Une semaine de grèves et de débrayages

A la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Rouen, devant le mécontentement des employées, les syndicats — pour une fois tous unis — ont décidé d'appeler à une journée de grève le 22 mars. Ce jour-là nous étions à 70 % en grève (jamais vu depuis 1977) et 300 au rassemblement pour porter le cahier de revendications au directeur.

Les discussions avec lui durèrent près de 2 heures, et de nombreuses employées lui ont dit ce qu'elles pensaient des conditions de travail et d'un certain nombre de ses décisions. Si ses réponses n'ont pas apporté grand-chose de nouveau, il a provoqué un bel éclat de rire en déclarant « qu'il était un salarié tout comme nous ». (« On change de paie ! », ont dit quelques-uns).

L'après-midi, 70 personnes sont allées manifester

à la direction régionale, où un inspecteur se contenta de les écouter.

Vendredi la grève était reconduite pour une heure et suivie par 350 agents. Il en était de même lundi 26. Mardi 27, le directeur acceptait de négocier avec les syndicats. Mais au cours de l'heure de grève, l'ensemble des employées, voyant que rien ne sortait des discussions, décidaient d'aller elles-mêmes voir où ça en était et occuper la salle de réunion une demi-heure, et la grève d'une heure était revotée pour le lendemain.

Même si, pour l'instant, aucune réponse positive n'est arrivée, l'ensemble des grévistes sont satisfaites d'avoir fait voir au directeur qu'il ne pouvait pas tout se permettre sans réaction.

Correspondant LO

LOZAI (Donges — Loire-Atlantique)

DANS
LES ENTREPRISES

Les travailleurs mettent les pieds dans le plat

Depuis l'annonce du dépôt de bilan et des 44 licenciements, les travailleurs de chez Lozai ne sont pas restés les deux pieds dans le même sabot. C'est tous les jours que patrons et pouvoirs publics entendent parler d'eux d'une manière ou d'une autre.

Lorsqu'ils ont décidé de licencier leur patron début mars, cela a donné des idées aux autres petites entreprises en difficulté. Et du coup il a été décidé, avec l'UL-CGT, d'occuper la Chambre de commerce. Le mercredi 14 mars, 200 travailleurs de sept entreprises ont pénétré dans les locaux de la Chambre de commerce. Une bonne partie d'entre eux sont restés toute la journée et la nuit, par roulement, et n'en sont repartis que le jeudi après-midi, après l'avoir décidé tous ensemble en assemblée générale. Ils étaient contents d'avoir marqué le coup et d'avoir fait parler d'eux. Presse locale et télévision en ont parlé et chacun y est allé de ses réflexions sur les difficultés des PME.

Chez Lozai, les travailleurs réunis en assemblée générale décident quotidiennement des actions à mener pour se faire entendre tant que c'était possible, aussi bien des patrons que des pouvoirs publics. D'autant qu'à travers leur lutte ils découvrent, au fur et à mesure, des tas de magouilles financières.

C'est ainsi qu'un travailleur raconte : « Nous étions en assemblée générale chez Lozai, quand le téléphone se met à sonner. Je décroche. C'était un patron d'une autre boîte, au chômage aussi, qui voulait parler au patron de chez Lozai. Ni une, ni deux : pour m'amuser je me suis fait passer pour le chef du personnel. Pas un bruit dans le bureau. Tout le monde écoutait l'interphone ! Et l'autre a marché dans la combine. Le voilà qui se met à débiter son linge sale : « Où est mon pognon ? » dit-il, et en substance d'ajouter : « Passe pour les 6 millions de novembre, on s'arrangera ; mais pour les 12 millions de mars, là, je te propose une solution pour que tu me les rembourses. Je te prête d'abord 5 gars de chez moi, que tu feras travailler à ELF, ensuite 12 gars. Tu les défalqueras de la note. Le syndic est dans le coup, le responsable d'ELF aussi, etc. ».

Si les patrons magouillent, les élus locaux de gauche essayent de gagner du temps. En parole, c'est la solidarité avec les travailleurs, mais dans les actes c'est autre chose ! Ce qui fait que les travailleurs ont

rétorqué à l'adjoint au maire de Saint-Nazaire : « Si vous êtes si solidaire, pourquoi n'êtes-vous pas venu le jour de l'occupation de la Chambre de commerce, en personne. Il n'y a que la rue à traverser ! »

Quant au maire de Donges, lui aussi sa solidarité est plus que fuyante. Il a organisé une table ronde du patronat local dans sa mairie sans y inviter les travailleurs. Mais à Lozai, les gars l'ont appris et lui ont téléphoné. « Comme on était au courant de cette table ronde, raconte un travailleur, on a contacté le maire pour lui demander pourquoi il invitait les patrons des autres boîtes et... pas nous. On lui a dit que la direction de chez Lozai, c'était nous maintenant, et qu'on voulait être là pour voir ce qui serait dit. On n'avait aucune illusion sur ce genre de réunion, mais on voulait les em... ». Le maire tournait autour du pot. Il a fini par lâcher le morceau : « Si vous venez, les patrons ne vont pas discuter, ils vont s'en aller. Ils ne voudront pas qu'il y ait un syndicat ». Du coup, un gars du PS qui connaît le maire, qui... est au PS aussi, en colère a pris le téléphone et lui a lancé : « Si tu ne nous acceptes pas... ça va

barder ! » Le maire a fini, la mort dans l'âme, par accepter qu'un travailleur y aille ! »

La lutte des travailleurs de chez Lozai, c'est une épine dans le pied de tout le monde. Tout le monde sent qu'avec ceux-là le bla-bla ne suffit pas, car ils ne s'en laissent pas conter.

La direction de chez Lozai a laissé un trou d'un milliard 100 millions de centimes, malgré les aides de l'Etat, de la mairie de Donges, depuis 4 ans !

Alors, les travailleurs demandent des comptes. Et dans cette affaire, malgré eux, élus locaux et patrons se sentent interpellés. Le P-DG de chez Lozai a préféré d'ailleurs donner sa démission. Un administrateur a été nommé, ce qui ne change rien pour l'instant.

Alors la lutte continue, et visiblement c'est ce qui agace tout le beau monde du coin. D'autant que cette lutte est vue d'un bon œil des autres petites boîtes. Cela fait discuter et, chez Lozai, on dit aux autres travailleurs : « Faites comme nous, faites des assemblées générales et licenciez... votre patron ! »

(Correspondant LO)

Pas question de se faire mener en bateau



Aux dernières nouvelles les travailleurs de Lozai ont décidé d'occuper le bateau de Marc Pageot à Pornichet, bateau qui devait partir faire des essais en mer. Les travailleurs ont décidé cette occupation parce qu'Elf-Aquitaine est capable de donner des centaines de millions pour ce bateau et pour sa publicité. Par contre, il n'y aurait paraît-il pas un rond pour garantir le niveau de vie des travailleurs, entre autres justement de ceux de Lozai qui luttent contre leur licenciement et dont la boîte, en dépôt de bilan, est sous-traitante d'Elf à Donges. Les travailleurs de chez Lozai ont donc décidé d'empêcher les essais jusqu'à ce que la direction de la raffinerie leur donne des garanties sur leur emploi.

Le directeur de la raffinerie à Donges devait les rencontrer mercredi 29 mars après-midi au pied du bateau.

SNECMA
(Gennevilliers — Hauts-de-Seine)

Les nettoyeurs de NET font céder leur patron

La SNECMA-Gennevilliers fait nettoyer ses ateliers et bureaux par une société extérieure : NET-International. Les travailleurs et travailleuses de NET, qui sont 70 sur Gennevilliers, touchent un salaire juste au-dessus du SMIC pour les hommes, et juste le SMIC pour les femmes. Sans compter les mesquineries du patron du style : retenue sur la prime de transport en cas d'absence dans le mois.

Le vendredi 16 mars, les nettoyeurs se sont mis en grève illimitée, sur les revendications suivantes : 200 F d'augmentation des salaires, plus 2 % au 1^{er} avril, réduction du travail à 38 heures (dont bénéficie déjà le personnel de SNECMA) sans perte de salaire, bleus et chaussures de travail, etc.

Le vendredi 23 mars, une réunion a eu lieu, où le patron cédait sur de petits points. Mais le personnel décidait de continuer. Malgré la gêne occasionnée par la grève, leur mouvement a eu la sympathie du person-

nel SNECMA.

Et le mardi 27 mars, à la réunion de négociations, le patron de NET cédait sur la plupart des revendications, dont : 200 F d'augmentation pour les nettoyeurs des sanitaires, 2 % d'augmentation pour tous au 1^{er} avril, réduction à 38 heures sans perte de salaire, paiement de la carte orange 3 zones même en cas de maladie, une augmentation de 50 centimes de l'heure pour les femmes de ménage, le paiement des heures de grève à 65 %, bleus et chaussures de travail, etc.

Après 8 jours de grève, le personnel de nettoyage a donc obtenu satisfaction sur une grande partie de ses revendications. Quant à la direction de la SNECMA, qui n'hésite pas à faire appel à des négriers pour nettoyer l'usine et faire au passage des économies de bouts de chandelle, elle n'avait pas prévu la détermination des nettoyeurs pour imposer leurs revendications.

Correspondant LO

RENAULT-DRDA
(Rueil — Hauts-de-Seine)

Débrayages en ordre dispersé

Depuis une quinzaine de jours, des débrayages se succèdent dans différents secteurs du Centre Technique Renault.

Cela concerne les Bancs Moteurs, la Tôlerie, des magasiniers et un pool dactylo. Au total, environ 120 personnes dans quatre bâtiments différents, sur les 3 000 travailleurs que compte l'établissement.

Outre des problèmes de conditions de travail spécifiques à chaque secteur, tous revendiquent une augmentation de leur coefficient (pas le même partout) et une amélioration de leur « évolution de carrière ». En fait, derrière tout cela, c'est le problème du pouvoir d'achat et des salaires qui se trouve posé. Mais jusqu'à présent, chaque secteur débraye séparément, pas forcément aux mêmes heures ni les mêmes jours, pendant une, deux heures, voire plus dans certains secteurs, ce qui convient tout à fait aux organisations syndicales du CTR.

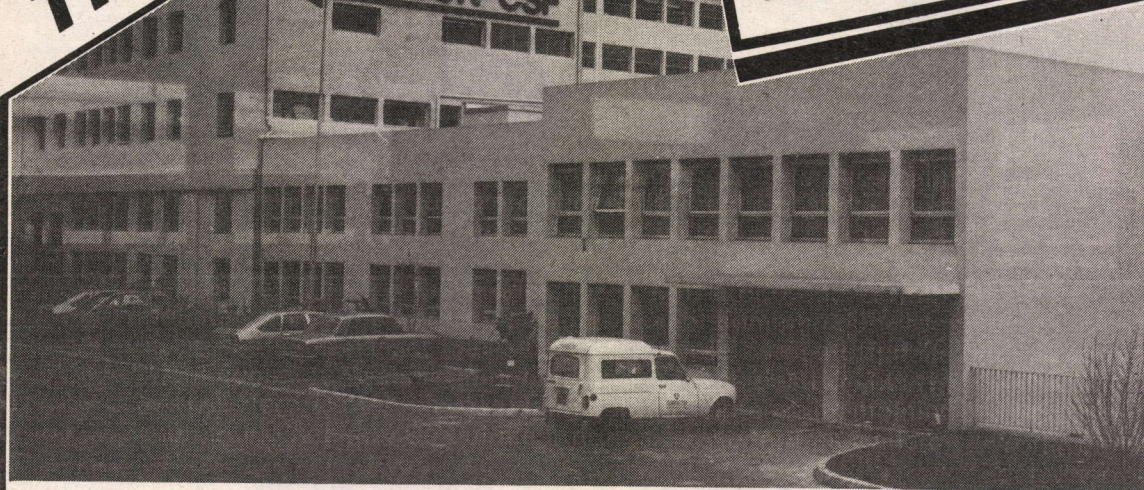
Pourtant l'annonce d'une augmentation de 3,5 % sur toute l'année 1984, répartie de juin à décembre (et d'ici là rien), a été ressentie par beaucoup comme une provocation de la Régie, qui applique avec zèle les consignes gouvernementales de rigueur sur les salaires, en faisant au passage, comme dans les banques et la fonction publique, le coup de « l'effet-report ».

Cette escroquerie choque beaucoup de travailleurs. Et ces mouvements, qui restent cependant très limités, sont leur première réaction.

Correspondant LO

THOMSON

DANS LES ENTREPRISES



CEPEM (Orléans)

Thomson veut jeter 600 travailleurs à la rue

La CEPEM, première entreprise métallurgique d'Orléans avec plus de 2 000 salariés, vient d'annoncer 402 licenciements dans le secteur industriel. Près de 200 autres sont prévus pour septembre dans le secteur commercial.

La CEPEM faisait partie du groupe CGE. Elle a été reprise par Thomson au mois de septembre dernier. Les travailleurs font donc aujourd'hui les frais des tractations entre les deux groupes nationalisés.

Avant de reprendre la CEPEM, le groupe Thomson occupait déjà une place importante sur le marché des appareils de cuisson (marques Thomson, Brandt, Vedette). Pour l'instant, Thomson ne fait que vendre des cuisinières achetées à des fabricants, pour l'essentiel à l'étranger. Avec la CEPEM, qui fabrique les marques Thermor et Sauter, le groupe Thomson envisage de fabriquer l'ensemble des cuisinières qu'il vend, mais à condition que la CEPEM ait des prix de revient moins élevés.

Depuis plusieurs mois donc la nouvelle direction nommée par Thomson « étudiait » la situation de la CEPEM. Et parallèlement, depuis six mois, les mesures de chômage technique et l'augmentation des cadences permettaient de voir où la direction voulait en venir. Eh bien, le verdict vient de tomber. C'est d'une part une baisse massive des effectifs ; d'autre part une série de mesures pour rentabiliser la production sur le dos de ceux qui restent.

Pour ce qui est des licenciements, la direction les accompagne d'un prétendu plan « social ». Les seules mesures précises sont une convention de préretraite qui concerne-

rait 90 travailleurs et 20 reclassements dans une usine Thomson de l'agglomération, à Fleury-les-Aubrais. A part cela, c'est plutôt vague. Les travailleurs qui démissionneront de l'entreprise recevront deux mois de salaire en plus des indemnités de licenciement légales. S'ils veulent créer une entreprise ou se reconvertir, ils seront aidés, sans autre précision. Si ce sont des immigrés qui veulent rentrer dans leur pays, ils recevront en plus une somme de 10.000 F. Là, c'est précis... et les travailleurs immigrés remarquent que cela payerait à peine le voyage du retour, surtout s'ils ont une famille !

Quant aux travailleurs qui ne seront pas licenciés, ils sont prévenus. La direction estime qu'il faudra ramener les temps de fabrication à deux heures en moyenne par cuisinière, au lieu de quatre heures actuellement. Pour rentabiliser ses investissements, elle prévoit de faire travailler toute l'usine en équipes, alors qu'actuellement les trois quarts du personnel de production, en majorité des femmes, travaillent en normale. Elle prévoit également, parallèlement à l'augmentation des cadences, une diminution du temps de travail qui serait ramenée de 38 heures et demie à 35 heures sans compensation de salaire.

Bref, c'est une attaque en règle contre les travailleurs, alors même que le trust a reçu récemment un milliard de francs de l'Etat. Thomson, par ailleurs, réalise des profits considérables, entre autres dans le secteur de l'armement, grâce à l'argent des contribuables. Alors, les travailleurs ont des droits sur tout cet argent.

Les mesures de la direction ont été annoncées au

cours d'une assemblée générale. Cette assemblée, payée par la direction, a rassemblé la quasi-totalité du personnel. Beaucoup de travailleurs pensent qu'il serait difficile de faire grève, vu l'importance des stocks. Mais des actions doivent être organisées dans les jours qui viennent.

Correspondant LO

3.000 F pour tous

Nos camarades de l'usine d'à côté — DSP — ont débrayé la semaine dernière. Il s'agissait pour eux de protester contre l'attribution sélective d'une prime de 3.000 F à une soixantaine de personnes.

La direction de DSP veut inciter ainsi les travailleurs qui sont sur le projet INTEL SAT VI à travailler plus et dans n'importe quelles conditions, samedi et dimanche compris. Ceci au détriment de ceux qui supporteront les charges restantes et que le hasard n'aura pas affecté à ce projet.

Cela prouve déjà que la direction trouve de l'argent quand cela l'arrange.

Et puisque argent il y a, que ce soit pour tous !

C'est ce qu'ont affirmé en débrayant les travailleurs de DSP.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CSF - Toulouse.

Le déficit : un problème comptable

En juin dernier, la nouvelle avait été présentée comme un événement dans l'histoire de la Thomson. Le P-DG Gomez en était tout retourné dans ses prestations sur cassette vidéo projetées à tout le personnel : « C'est affreux », disait-il en substance. La Thomson était en déficit en 1982. Les comptes étaient là. Rien n'allait plus. L'entreprise nationalisée se retrouvait tout à coup sur la paille. Les milliards de commandes de l'Etat, les aides, les subventions, les sommes colossales versées pour la recherche, les armements divers vendus de par le monde, n'avaient pas suffi à boucher le trou dans la caisse. Bref, ça y était, la Thomson était, elle aussi, au bord de la faillite. Les travailleurs devaient bien comprendre qu'il était temps de devenir raisonnables, ne pas être trop gourmands, accepter les réductions d'effectifs, les baisses de salaire, et se serrer la ceinture sans broncher. Le navire coulait, tout le monde devait être sur le pont.

Depuis, les résultats chiffrés ont fini par circuler. La Thomson a vendu autant de matériel que par le passé. Le chiffre d'affaires augmente régulièrement et passe de 43 milliards à 47 milliards en un an. Pourtant le résultat accuse bien une perte comptable de 2,2 milliards de francs.

Que s'est-il passé ? Le bilan des rapporteurs aux comptes explique que « l'origine principale de ces pertes vient du déficit de la filiale Thomson-CSF qui a perdu 1,983 milliard de francs ». Les comptes d'exploitation font apparaître des transactions

exceptionnelles cette année-là.

Les provisions, c'est-à-dire l'argent mis de côté pour l'avenir, passent de 566 millions de francs en 1981 à 1 491 millions en 1982, soit une augmentation de 163 %.

L'argent mis de côté en prévision des pertes qui pourraient éventuellement se produire augmente de 74 % et représente 697 millions en 1982. Quant aux pertes exceptionnelles, qui cumulent cette année un maximum de pertes alors qu'elles sont d'habitude étalées sur les exercices à venir, elles s'élèvent à une provision de 1 126 millions pour 538 millions en 1981, soit 109 % de plus.

De plus, la Thomson a les moyens d'augmenter ses investissements de 1 204 millions de francs (+ 52 %) dont achat de titres et autres spéculations boursières qui passent en un an de 358 millions à 1 142 millions de francs, soit une augmentation de 219 %.

Pourtant ce ne sont pas les impôts qui coûtent cher à la Thomson, puisqu'ils passent de 261 millions de francs en 1981 (ce qui représentait déjà une diminution de 279 millions par rapport à 1980) à 143 millions en 1982, soit encore 118 millions de ristourne.

C'est donc le gonflement particulièrement important des achats de titres et de fonds mis en « provision » qui permet à la Thomson de se déclarer déficitaire.

Les administrateurs nommés par le gouvernement à la tête des entreprises nationalisées sont aussi compétents que les patrons du privé pour arranger la comptabilité.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

• Hi ! Hi ! Illégal l'arrêt de travail ?

Le 22 mars, il y avait une journée d'action de la CGT dans l'Ile-de-France sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Ceux qui ont participé à la journée en débrayant une heure ont reçu une lettre du directeur d'établissement : comme il n'y avait pas de préavis, l'arrêt de travail serait illégal, et la note sera versée à notre dossier.

Heureusement qu'il ne faut pas poser un préavis

pour rigoler !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT - Issy-les-Moulineaux - CTA.

• Groupe d'expression... groupe de pression !

Après de longues péripéties, on commence à s'y retrouver dans le paiement des heures de grève. Mais là où cela devient franchement bon, c'est quand les camarades du 42/86 vont avoir

3 h 50 de grève payées au titre de groupe d'expression.

Avant, les groupes d'expression, c'était une réunion avec les blouses pour causer boulot. La plupart du temps, on s'y emmerde mais là, le système est mieux : quand ça ne va pas, on se met en grève et on parle à certains à ras de la moustache, et... on est payé !

Une expérience à renouveler !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RNUR - Cléon.

Un dossier du Mouvement Anti-Apartheid :

« APARTHEID - NON »

« L'explosion syndicale »

■ Ce livre publié par le mouvement anti-Apartheid est un ouvrage militant qui veut faire connaître en France le mouvement ouvrier sud-africain et développer la solidarité « avec ceux qui, au pays de l'Apartheid, se battent pour la conquête et le respect des droits syndicaux et l'avènement d'une société démocratique et non raciale ». On y trouve d'abord un bref historique racontant comment avec la ruée vers l'or d'Afrique du Sud à partir de 1886, les émigrants européens ont dépossédé les Africains de leurs terres pour en faire des prolétaires mineurs et migrants ; puis comment les patrons des mines ont réussi à dresser la main-d'œuvre européenne privilégiée contre les travailleurs noirs, en même temps que les lois instituaient la ségrégation raciale qui a conduit au monstrueux « Apartheid ».

Mais l'essentiel porte sur les luttes ouvrières des années récentes qui ont donné lieu à un essor des organisations syndicales et notamment, ce qui est nouveau, des organisations non raciales.

Dans ce pays où la politique est interdite aux travailleurs, où l'organisation syndicale est la seule voie sinon autorisée du moins plus ou moins tolérée par le régime, cette « explosion syndicale » traduit en fait une volonté d'organisation de la part des travailleurs qui est déjà une manifestation de conscience politique. D'autant plus que dans ce pays les luttes, même



strictement économiques, des travailleurs prennent inévitablement un aspect de contestation du régime et de ses lois de discrimination raciale.

Enfin la dernière partie, non moins intéressante, sinon moins nouvelle, rappelle que les capitalistes français sont toujours bien présents en Afrique du Sud, et qu'ils tirent profit eux aussi de l'exploitation de la classe ouvrière sud-africaine. Les marchands de canons français ne sont pas les derniers, eux qui depuis l'embargo de l'ONU continuent à faire leur beurre en Afrique du Sud par le biais de sociétés sud-africaines sous licence.

Plus qu'un livre d'analyse, *L'explosion syndicale* est un dossier. Il en a d'ailleurs la forme, étant constitué d'une série de textes courts abordant ces différents aspects.

Son point de vue politique se limite à un soutien de tout ce qui, de près ou de loin, lutte contre le régime de l'Apartheid. Mais tel quel, il présente le grand intérêt d'être une mine d'informations sur les luttes, difficiles et mal connues, que mène aujourd'hui le mouvement ouvrier sud-africain.

Cécile BERNIER

Apartheid Non. 30 F.

« Tendre exil »

de Claude Vernier

Dans *Tendre exil*, l'acteur antinazi allemand Werner Prasuhn, alias Claude Vernier, raconte ses souvenirs.

La première partie, la plus courte, a pour toile de fond la période qui va de la fin de la Première Guerre mondiale à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Enfant, Claude Vernier assista aux combats révolutionnaires qui agiterent l'Allemagne en 1919 puis au développement de la crise économique. Son père, un blessé du Chemin des Dames, était un de ces nombreux anciens combattants aigris par les conditions draconiennes du Traité de Versailles. Vernier lui-même, comme bien d'autres jeunes de sa génération, fut attiré par la démagogie revancharde de la droite nationaliste avant d'être gagné aux idées socialistes par un camarade de classe.

Puis vint la montée du fascisme et la victoire hitlérienne. Vernier, devenu acteur, assista impuissant à l'institutionnalisation des crimes des nervis hitlériens. Et quand le nouveau régime décréta l'interdiction pure et simple de la musique de Mendelssohn et des poèmes de Heine, Vernier choisit l'exil.

Toute la deuxième partie de ces souvenirs, en fait l'essentiel, est donc consacrée à l'exil de Vernier en France, à cette vie précaire et errante que connurent des dizai-

nes de milliers d'antifascistes allemands réfugiés en France de 1936 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme bien d'autres réfugiés politiques, il eut l'illusion qu'il pourrait à la fois combattre le fascisme et obtenir un minimum de considération de la part des autorités françaises en s'engageant dans l'armée française en 1938. La « drôle de guerre » puis la capitulation des troupes françaises et la collaboration de Pétain à la chasse donnée par la Gestapo aux réfugiés politiques allemands, mirent brutalement fin à ces illusions.

Vernier raconte alors ses années de guerre durant lesquelles il trouva dans les milieux du théâtre solidarité et amitié, et surtout de multiples complicités qui à maintes reprises lui permirent d'échapper à une arrestation fatale.

Ces souvenirs font au bout du compte une part bien réduite aux événements de la période, et on peut le regretter. Mais Vernier se veut avant tout homme de théâtre. Et la chaleur qu'il met à décrire le milieu du théâtre et ceux qu'il a côtoyés sur les planches et dans les coulisses, son enthousiasme pour le théâtre qui est devenu sa vie, font plaisir à lire.

G.G.

Tendre exil de Claude Vernier. Ed. La Découverte - Maspéro. 188 pages. 75 F.

Sélection télévision

Samedi 31 mars

22 h 05. TF1. Droit de réponse : *Revue de presse*. La France vue par des journalistes étrangers.

22 h 55. FR3. *La nuit transfigurée*, ballet du Nederlands Dance Theater, sur l'un des morceaux parmi les plus célèbres et les moins hermétiques de Schönberg.

Dimanche 1^{er} avril

17 h 30. TF1. *Les animaux du monde*. La faune étonnante d'une petite île d'Asie orientale, née en 1928 d'une éruption volcanique.

20 h 35. TF1. Film : *Devine qui vient dîner ?* Comédie de Stanley Kramer avec Sydney Poitier. L'amour d'un Noir et

d'une Blanche. Ce film provoqua des réactions racistes dans l'Amérique de la fin des années 1960.

22 h 30. FR3. Film : *L'alibi* de Pierre Chenal (1937). Drame policier avec Eric Von Stroheim et Louis Jouvet.

Lundi 2 avril

20 h 35. TF1. Film : *Le paradis des mauvais garçons* de Josef Von Sternberg avec Robert Mitchum. Une intrigue à Macao par un habitué du drame exotique.

20 h 35. A2. *L'heure de vérité* : Georges Marchais interrogé par des journalistes. En route pour les élections européennes.

20 h 35. FR3. Film : *Les damnés* de Luchino Visconti. Des

images de la décadence de la bourgeoisie allemande au moment de l'arrivée des nazis au pouvoir. Un film intéressant.

Mardi 3 avril

20 h 35. TF1. Les mardis de l'information : *Sport : aujourd'hui, l'important c'est la télé*. Le sport, l'argent, la publicité et la télévision.

20 h 35. FR3. La dernière séance. Deux films : à 20 h 50 *Coup de fouet en retour*, western de John Sturges, à 22 h 50, *Des monstres attaquent* de Gordon Douglas. Personnages principaux : des fourmis géantes.

20 h 40. A2. *Les Dossiers de l'écran* : après un film sur la délinquance dans les cités

ouvrières, Badinter sera sur la sellette.

21 h 30. TF1. *Mère Courage et ses enfants*. Sans doute la plus célèbre des pièces de Brecht, et une condamnation sans appel de l'absurdité des guerres.

Jeudi 4 avril

20 h 35. A2. *La saga du parain* de Francis Ford Coppola, 2^e épisode qui reprend les deux films du réalisateur augmentés de quelques séquences inédites.

21 h 25. A2. *Résistances* : Les affrontements au Pays basque espagnol ; les emprisonnés politiques en Chine, puis en Tchécoslovaquie avec un témoignage de Vaclav Havel. 21 h 35. TF1. *L'enjeu*, magazine économique où François

de Closets et Emmanuel de la Taille donnent « toujours plus » dans la défense du capitalisme.

Vendredi 5 avril

20 h 35. FR3. *Magazine Vendredi* : *Rencontre avec... Lionel Jospin*. En avant pour les élections ! La semaine prochaine, ce sera le tour de Simone Veil.

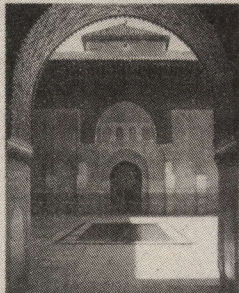
21 h 35. A2. *Apostrophes : Jeunesses*, autour de livres d'écrivains qui, de G.-E. Clancier à F. Maspéro, écrivent sur leur passé.

23 h. A2. Ciné-club : *Fiancées en folie*, un des meilleurs Buster Keaton, complètement fou, caricature de la société américaine des années 1920, et de sa misogynie.

NICOLAS SAUDRAY

La maison
des prophètes

ROMAN



« Ce n'est pas tous les jours qu'un romancier, croisant poésie et sociologie, nous hisse à de tels sommets », écrivait un critique littéraire du journal *Le Monde* à propos du livre de Nicolas Saudray, *La maison des prophètes*. Et un autre article du même journal titrait : *Un Orient plus vrai que nature*. Mais indépendamment du talent littéraire de l'auteur, ce roman n'est ni vrai ni passionnant.

Situant son roman dans un pays fictif, la Marsanée, où vivent diverses communautés de religions différentes (chrétiens de rite latin, de rite oriental, Juifs, musulmans...), c'est bien sûr au Liban que l'auteur fait allusion. Son héros, Gabriel, est un architecte chrétien qui veut, en construisant une mosquée — lui un chrétien — symboliser la coexistence des communautés. Les murs de la mosquée convergent évoqueront la convergence possible des diverses fois.

On le voit, c'est surtout à travers l'aspect religieux que le roman aborde le drame libanais. Ce n'est déjà qu'un aspect de la question. Mais, qui plus est, il est abordé de façon très partielle puisque c'est avant tout le fanatisme musulman que l'auteur rend responsable de la tension qui monte entre les communautés. Le héros n'est certes guère tenté par les milices chrétiennes. Mais, au fond, pense-t-il, elles ne se créent que pour se défendre du fanatisme musulman. Et de s'inquiéter que la France n'intervienne pas et que la VI^e flotte américaine soit si loin...

Bref, voilà un roman qui pose seulement un voile de sentimentalisme sur un point de vue pro-occidental.

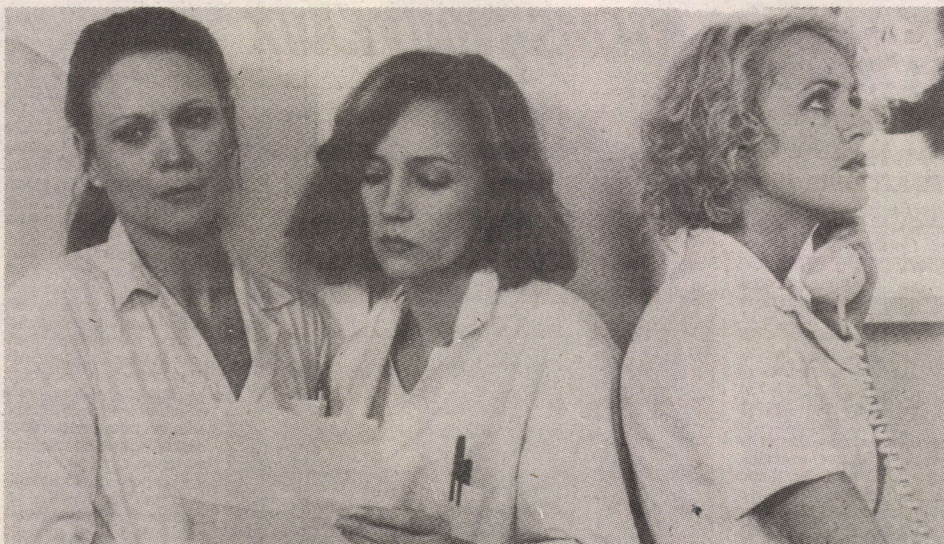
Même si l'évocation de la société libanaise est parfois bien faite, cela ne suffit pas à le racheter.

Samuel LATAN

La maison des prophètes de Nicolas Saudray. Ed du Seuil. 255 pages. 75 F.

« Femmes de personne »

de Christopher Frank, avec Marthe Keller



Le film *Femmes de personne* est une tranche de vie, une série de petits moments qui, ajoutés à d'autres, constituent tout simplement, comme pour pas mal de gens, le quotidien de quelques femmes. Certes, ces femmes sont de petites-bourgeoises relativement privilégiées qui ont l'argent, le niveau culturel, le métier et les états d'âme que leur permet justement leur milieu social. Mariée, divorcée ou célibataire, elles ne sont pas pour autant satisfaites de leurs existences.

Le réalisateur n'a sûrement pas eu la prétention, à partir de ces portraits, de vouloir tirer une philosophie féministe ou une morale du bonheur pour les femmes. Il s'est plutôt attaché à

montrer que les femmes dans notre société — eh oui ! même avec un métier qui leur plaît, la liberté sexuelle et des allures émancipées — vivent encore et beaucoup en fonction des hommes.

Mais là, on peut retourner la remarque : les hommes qu'on voit évoluer à leurs côtés ont finalement les mêmes préoccupations et ont bien du mal à donner un sens à leur vie.

Thème fondamental ? Suspense captivant ? Sûrement pas. Une galerie de portraits bien menés mais dont l'évocation peut ennuyer ceux qui n'aiment pas le genre intimiste.

A.G.

« Les copains d'abord »

de Lawrence Kasdan

Voilà une bande d'anciens copains qui se réunissent le temps d'un week-end après s'être perdus de vue depuis la fin de leurs études. Ils ont tous bien changé, ces anciens étudiants américains des années soixante qui pensaient que « la propriété c'est le vol » ! Ils sont rangés maintenant : l'un est devenu industriel, l'autre acteur à succès de feuilletons télévisés et de spots publicitaires. Ça ne les empêche pas d'être pour la plupart insatisfaits : l'une parce qu'elle n'arrive pas à avoir d'enfant, d'autres parce que leur vie rangée leur semble monotone. L'ancien combattant du Vietnam ne trouve pas sa place dans l'existence. Quant à leur ancienne amitié, même s'ils l'ont gardée vivante, elle n'est plus ce qu'elle était !

Dépourvu d'intrigue, le film est uniquement centré sur les personnages et leurs problèmes. Mais certains personnages sont attachants et le scénario n'est pas dénué d'humour. Et cette histoire d'une amitié qui cherche à se réchauffer est loin d'être ennuyeuse, malgré des débuts un peu lents.

Joëlle GERARD

« Laisse
béton »

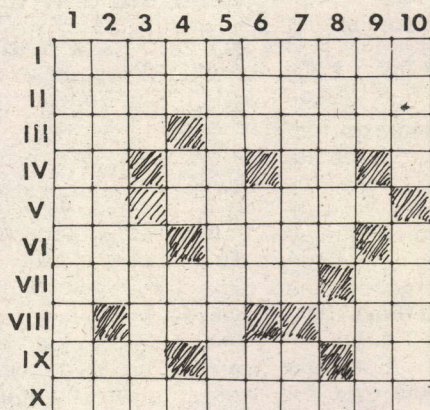
de Serge Le Peron



Laisse béton est une histoire simple, une histoire de tous les jours, c'est la vie de deux mômes, deux copains, Brian et Nordine, qui rêvent de sortir de la grisaille de leur quartier de la Porte Pouchet à Paris coincé entre le périphérique, les cubes de HLM, le stade, la zone et le gros bloc bleu de Citroën. Ils ont douze ou treize ans et ils rêvent de partir pour San Francisco... pour faire comme le père de Brian qui, chanteur de rock, dit avoir voyagé là-bas avant de connaître la prison. Pour préparer leur voyage, ils se font de l'argent en revendant ce qu'ils arrivent à voler dans une grande surface. Jusqu'au jour où Brian se fait pincer et, amené au commissariat de police, donne son copain Nordine...

C'est un film nature. Les bandes de jeunes qui s'entraînent à la boxe ou font un orchestre de rock dans une cave de HLM, la famille arabe stricte qui défend ses enfants, l'attitude des jeunes face à la police, tout cela sonne juste et est filmé avec sympathie et tendresse.

Mots croisés



HORizontalement. — I. Titre de certains recueils. II. Ce sont nos voisins. III. Touffu. Ils ont leurs charmes. IV. Déesse en sabots. Phonétiquement enlever. Militaire outre-Atlantique. V. Adverbe de lieu. Ras. VI. Indien. La sueur en contient un gramme par litre. VII. Ames des morts chez les Romains. Pronom personnel. VIII. Rivière alpestre d'Europe centrale. Terme de jeu. IX. Élimine. Mèche rebelle. Mesure asiatique. X. Pièce rigide jouant le rôle d'entretoise.

VERTICALEMENT. — 1. Tourné en moquerie. 2. Bornée. Note de musique. 3. Patrie de Bernadotte. Réduire en menus morceaux. 4. Article étranger. Langue du Sud. Article indéfini. 5. Réductions accordées aux clients. 6. Semblable. Vieille bête. Lettre grecque. 7. Plantes ou mammifères ongulés. Avant nous. 8. Prié de venir. 9. Crie comme un cerf. C'est un mélodrame. 10. Crochet de boucher. Bout de mamelle.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	S	C	A	D	R	I	L	L	E
II	S	E	R	V	E	U	R			
III	E	T	A	I			R	I	X	E
IV	R		B	O	N	D	I		U	
V	I	R	E	N	E		T	A	R	I
VI	N	G	S			G	A	M	I	N
VII	E	N			G	A	T	E	A	U
VIII		O	S		E	L	I	N	L	
IX	V	I	E	I	L	L	O	T	T	E
X	A	R	T	S		E	N	T	E	S

« Le crime de Cuenca »

de Pilar Miro

Gregorio et Leon, deux paysans de la province de Cuenca en Espagne, sont accusés du meurtre d'un habitant du village voisin qui a disparu. Dans un premier temps, le juge refuse de les poursuivre car la seule accusation repose sur la hargne de la mère de la supposée victime, vieille femme aveuglée par la tristesse et les préjugés religieux, prompte à voir des assassins dans ces deux paysans aux idées avancées.

Le village de Gregorio et de Leon est en effet en quelque sorte une enclave « progressiste » dans un pays dominé par les cléricaux et les conservateurs.

Deux ans plus tard, un nouveau juge, poussé par le député conservateur, reprend l'affaire en main, les inculpe et veut prouver coûte que coûte leur culpabilité. Il y arrivera après des jours et des jours d'interrogatoires, de tortures ignobles perpétrées par la « guardia civil ». Ne reculant devant aucun moyen, le juge et ses hommes de main de la garde civile détruiront les deux hommes moralement et physiquement, tuant l'amitié profonde qui les liait, faisant de la femme de l'un le principal témoin à charge.

L'« assassiné » sera retrouvé 15 ans après. C'était un demeuré qui s'était caché volontairement pendant toutes ces années. Entre-temps, Gregorio et Leon avaient subi la torture, un procès inique, des années de prison.

Tel est le scénario du *Crime de Cuenca*, un scénario qui ne fait que suivre pas à pas un fait divers authentique qui s'est



déroulé en Espagne en 1910. Ce film qui devait sortir en Espagne en 1977 a été interdit pendant plus de deux ans par la nouvelle « démocratie » espagnole à cause du tableau qu'elle dressait de la garde civile et de la justice.

Il est vrai que pas un spectateur espagnol ne pouvait s'empêcher d'assimiler la garde civile de 1910 à celle qu'il a connue sous la dictature de Franco ou à celle qu'il côtoie tous les jours avec ses éternels et symboliques bicornes.

Cette reconstitution de

l'affaire est très bien faite. Les personnages, l'ambiance, les paysages mêmes, tout cela rend une atmosphère bien réelle. Et si certaines scènes de violence n'étaient sans doute pas nécessaires à la dénonciation de la torture, ni pour créer l'émotion, *Le crime de Cuenca* est une œuvre qui va loin, en montrant ce qu'est la justice : un appareil fait pour écraser les faibles, se servant à la fois de la force brutale et des préjugés les plus bas.

Samuel LATAN

« Polar »

de Jacques Bral



Eugène Tarpon, un détective privé dont les affaires ne marchent pas, songe à rejoindre sa province natale, quand un soir une jeune femme fait irruption dans le petit appartement qui lui sert de cabinet d'affaires. Elle ne veut pas être impliquée dans l'assassinat de son amie Louise. Alors Tarpon sort d'une sorte d'engourdissement où l'avait plongé trois ans auparavant le meurtre d'un manifestant alors qu'il était flic. Fasciné par Charlotte, il se met à faire son enquête, mais tombe dans les pattes de personnages louches qui le poursuivent, l'enlèvent... il ne sait pas pourquoi. Il pense néanmoins brouiller les cartes de la police et sauver Charlotte, aussi belle que menteuse. Et voilà Tarpon, détective privé pas très dynamique, embarqué dans une histoire à faire rêver les casse-cou... mais il n'a rien de cela. Et ce héros, qui n'en est pas un, connaît des situations cocasses. Comme de plus les dialogues ne manquent pas d'humour, on s'amuse à suivre les aventures de Tarpon et l'on se laisse d'autant plus facilement conduire par l'intrigue que tout semble à notre mesure. On s'y perd parfois, mais qu'importe !

Patricia MULLAN

Sélection cinéma Dans les salles parisiennes

Films récents...

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont-Halles 1^{er}. Berlitz 2^e. Gaumont Richelieu 2^e. Vendôme 2^e. Saint-Germain-Huchette 5^e. Hautefeuille 6^e. Pagode 7^e. Colisée 8^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Kinopanorama 15^e. Gambetta 20^e.

LE TEMPS SUSPENDU. de Peter Gothar.

L'atmosphère étouffante de la Hongrie « normalisée » des années 1960 exprimée à travers la vie de jeunes qui rejettent confusément le monde qui les entoure sans avoir d'autre perspective que de se ranger à leur tour.

Reffet Quartier Latin 5^e (vo). LOCAL HERO.
de Bill Forsyth avec Burt Lancaster.

Une fable pleine d'humour dans laquelle des hommes d'affaires américains se transforment peu à peu au contact des habitants d'un village écossais.

Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Quintette 5^e (vo). 14 Juillet Parnasse 6^e (vo). George V 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo).

LE BAL. d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires.

Forum Orient Express 1^{er}. UGC Opéra 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Gaumont Ambassade 8^e. Sept Parnassiens 14^e. 14 Juillet 15^e. Trois Murat 16^e.

LES CAVALIERS DE L'ORAGE. de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et 1917. Des paysages splendides, des épisodes de guerre,

l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme médecin qui choisit d'agir selon sa conscience.

Gaité Boulevard 2^e. Berlitz 2^e. Rotonde 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Convention 15^e. Gambetta 20^e.

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5^e. Saint-Ambroise 11^e.

LE JOUR D'APRÈS. de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire.

Rivoli Beaubourg 4^e (vo).

ET VOGUE LE NAVIRE. de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique

et décadent à la veille de la guerre de 1914.

Studio de la Harpe 5^e (vo).

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Impérial 2^e.

MOLIERE d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bois de la Harpe 6^e. TOOTSIE.
de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés.

Opéra Night 2^e. DANTON.
d'Andrzej Wajda avec Depardieu.
Grand Pavois 15^e.

Et deux classiques du film policier :

FENÊTRE SUR COUR. d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Capri 2^e. St-Germain Village 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

SUEURS FROIDES (Vertigo). d'Alfred Hitchcock.

Forum Cinéma Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Ciné Beaubourg-Halles 3^e (vo). Saint-Michel 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Montecarlo 8^e (vo). Paramount City Triomphe 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo et vf). Paramount Orléans 14^e. Convention Saint-Charles 15^e. Paramount Maillet 17^e. Clichy Pathé 18^e.

La huitième journée de protestation contre Pinochet

Pour la huitième journée de protestation nationale contre sa dictature, Pinochet avait déclaré qu'il ne ferait pas de quartier. Depuis deux jours l'état d'urgence avait été décrété pour une durée de trois mois. La presse était surveillée, censurée, muselée. Le couvre-feu était imposé. Des forces de police étaient postées dans les rues et autour des quartiers populaires tandis que des voitures de police sillonnaient les rues. Carte blanche était donnée aux policiers pour arrêter les militants, les « cadres moyens » des partis et des syndicats.

Malgré cela, dans toutes les villes du pays, en ce mardi 27 mars, les rues étaient désertes, les boutiques closes, les écoles vides. Les concerts de casseroles et de klaxons ont retenti. Des manifestations ont eu lieu, à Santiago, Concepción, à Valparaíso, aux abords des lycées et des facultés où des centaines de jeunes ont défié les forces de police qui en plusieurs points ont tiré.

On ne sait encore que partiellement ce qui s'est passé dans les immenses quartiers pauvres des grandes villes, les poblaciones. Mais il semble que cette fois, en plus d'un endroit, la police ait dû renoncer aux ratissages auxquels elle s'était livrée lors des précédentes journées de protestation. Car dans plus d'un quartier, la population, en particulier les jeunes, avait dressé des sortes de barricades de pneus enflammés pour dissuader la

police de pénétrer. Et il semble que globalement les forces de police n'ont pas cherché à forcer ces barrages.

Enfin, la presse cite le fait que cette fois dans les usines, les mines, les bureaux, où les travailleurs qui n'en étaient pas empêchés par les grèves de transports se sont rendus, des assemblées se sont tenues. Et dans une situation où le chômage est très important, où la peur de perdre leur travail pèse sur ceux qui en ont un, cette participation de la classe ouvrière au mouvement est sans doute un indice de sa combativité.

Sans doute, le succès de cette journée de protestation est-il lié au fait que toutes les organisations syndicales et politiques de l'opposition avaient appelé à y participer. Les syndicats, regroupés dans le Commandement national des travailleurs, en avaient pris

l'initiative. Les deux grands regroupements de l'opposition, l'Alliance Démocratique d'une part, qui regroupe les partis de droite et du centre, ainsi qu'une partie des regroupements socialistes, et d'autre part le Mouvement Démocratique Populaire (MDP) qui regroupe les partis de gauche (le Parti Communiste, certains partis socialistes et le MIR, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) en étaient partie prenante et organisateurs. Et à nouveau, comme en juin dernier, les syndicats de camionneurs, de chauffeurs de bus et de taxis avaient décidé de se rallier à cette journée, contribuant à paralyser le pays.

Toutes ces forces d'opposition ont maintenant l'intention de proposer une nouvelle journée, marquée par une grève générale.

Mais l'unanimité, qui a marqué cette huitième journée comme elle avait marqué celle de juin dernier, cache bien des divergences et peut être un leurre pour les travailleurs.

Car tous ceux qui réclament aujourd'hui la fin du régime de Pinochet sont loin d'avoir les mêmes intérêts et les mêmes

projets. Les dirigeants de l'Alliance Démocratique, dont la force principale est le Parti Démocrate-Chrétien, veulent négocier avec les militaires un retour à un régime civil dont ils entendent exclure la gauche. Ils veulent imposer à Pinochet des reculs, voire sa démission par les moyens pacifiques. Et à plusieurs reprises, ils ont montré qu'ils étaient prêts à être conciliants à la moindre proposition de dialogue du pouvoir. En réalité, c'est l'intransigeance de Pinochet qui aujourd'hui les pousse à reprendre les démonstrations de force. Ils dirigent en partie l'appareil syndical central, et veulent se servir de la force que représente la classe ouvrière. Mais si demain ils obtiennent, eux, satisfaction, ou s'ils se sentent menacés par une montée ouvrière, ils se retourneront contre elle.

Et tout le problème est que les dirigeants de l'autre coalition, le Mouvement Démocratique Populaire — composé des partis de gauche qui ont été décimés et désorganisés par dix ans de dictature, lié à la classe ouvrière — ne lui proposent pas non plus de se battre pour son propre compte.

Ils se disent partisans d'une lutte plus radicale, c'est vrai. Avec de nombreuses et importantes différences selon les partis, ils justifient la lutte armée ou appellent à l'organiser. Mais ils s'alignent globalement sur les projets des partis de droite. C'est le cas des formations socialistes, qu'elles aient rejoint l'une ou l'autre des coalitions. C'est aussi très visible dans le cas du Parti Communiste, qui se contente de réclamer qu'une place lui soit faite dans le régime civil qui verra peut-être le jour demain. Le Parti Communiste, pour obtenir d'être reconnu, prête aux politiciens de droite des vertus démocratiques qu'ils n'ont pas, au lieu de mettre en garde les travailleurs contre tous ces faux amis.

Le problème pour la classe ouvrière chilienne, dans les luttes qui vont se dérouler, est de se forger une autre direction que celles qui occupent aujourd'hui le devant de la scène et qui veulent la fin de Pinochet bien sûr, mais qui veulent conserver l'ordre social ; un ordre social où les pauvres restent pauvres et continuent de payer une crise économique catastrophique.

H.M.

SEKOU TOURE

De « l'anti-impérialisme » à la soumission

Sékou Touré, « le Grand Fili » (le « grand éléphant ») ainsi qu'il aimait se faire appeler, vient de mourir à l'âge de 62 ans. Il était depuis 26 ans le dirigeant incontesté de la Guinée. Et, à cette époque, il avait été une figure marquante, parmi les leaders africains partisans d'un nationalisme radical et d'une attitude intransigente vis-à-vis de l'impérialisme français.

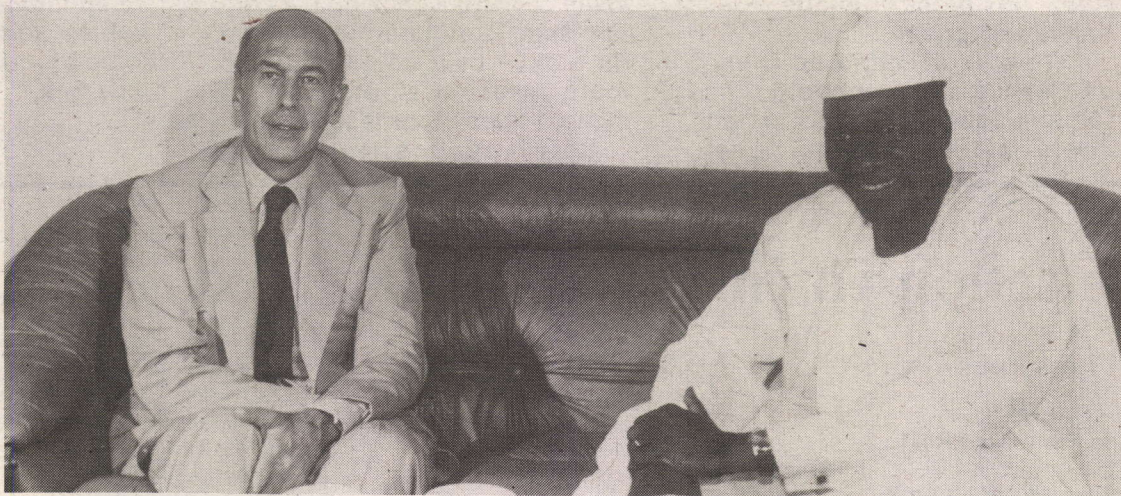
Le 28 septembre 1958, la Guinée, sous l'impulsion de Sékou Touré, était seule à répondre « NON » au référendum de De Gaulle portant sur la création d'une « communauté » entre l'Etat français et ses colonies en voie de s'acheminer vers l'indépendance. C'était alors une véritable gifle que Sékou Touré administrait à De Gaulle et à sa politique, mais aussi une façon de se distinguer des autres dirigeants du Rassemblement Démocratique Africain, les Senghor, Houphouët-Boigny qu'il appelait « les valets de l'impérialisme ».

Alors De Gaulle rompait en octobre 1958, politiquement et économiquement, avec Sékou Touré. Il pensait le mettre à genoux, mais la Guinée indépendante résista. Sékou Touré bénéficiait alors de la confiance populaire. Ce qui lui valut d'être un temps le symbole de la résistance à l'impérialisme. Sékou Touré devint une sorte de Fidel Castro de l'Afrique : il était promu véritable « socialiste » ou leader « anti-impérialiste », vers lequel se tournaient de nombreux intellectuels africains qui se réclamaient du marxisme.

Mais, l'indépendance acquise, Sékou Touré montra

rapidement un autre visage. La dictature s'instaura dès 1960. La répression contre les enseignants fit de nombreuses victimes en novembre 1961. Puis ce furent les paysans pauvres qui furent sauvagement réprimés. Et Sékou Touré qui, du temps du colonialisme, avait animé le syndicat guinéen, l'Union Générale des Syndicats d'Afrique Noire (UGTAN) et, par la grève générale en 1953, obtenu du gouverneur général de l'AOF l'application du code du travail pour les ouvriers de son pays, déclara, une fois au pouvoir, que la grève était un crime contre la Guinée. Les syndicats devinrent les appendices du parti unique. « Nous rejetons formellement — déclarait-il alors — le principe de la lutte des classes moins par conviction philosophique que par volonté de sauver à tout prix la solidarité africaine ».

La corruption se développa de pair avec la pénurie, la misère, la violence contre les opposants. Et des paysans aux ouvriers jusqu'à ceux, proches de lui comme Diallo Telli, secrétaire de l'OUA, la liste est longue des hommes qui, en 26 ans de dictature, périrent dans le camp de Boiro aux portes de Conakry où furent jetés tous les oppo-



Sékou Touré et Giscard d'Estaing lors de la dernière visite officielle de celui-ci.

(AFP)

sants ainsi que tout rival éventuel de Sékou Touré. Aujourd'hui, ce sont près de deux millions de Guinéens qui vivent encore en exil, principalement en Côte-d'Ivoire et au Sénégal.

Sur le plan extérieur, l'attitude de la France conduisit Sékou Touré à se rapprocher de l'URSS en 1960. Celle-ci finança la construction du barrage de Konkouré, qui devait permettre à la Guinée de posséder l'énergie électrique nécessaire pour traiter elle-même la bauxite dont elle est le troisième producteur mondial et qui constituait la moitié de ses exportations. Mais la Guinée ne tarda cependant pas à se tourner de nouveau vers l'impérialisme américain et français. Péchiney continua à contrôler la plus grande partie de l'aluminium guinéen. « L'anti-

impérialisme » de Sékou Touré se limita au contrôle du commerce extérieur et à la création du franc guinéen indépendant du franc français. Mais pendant ce temps, la population guinéenne continuait d'être pressurée par les trusts français, allemands ou américains.

Dès 1963, le régime de Sékou Touré renoua avec De Gaulle. Il se rapprocha de nouveau de la France sous le septennat de Giscard. La France redevint son premier partenaire commercial. En 1978 à Monrovia, Sékou Touré se rapprocha des autres dictateurs africains. Senghor, Houphouët, qu'il accusait d'être des « valets de l'impérialisme », devinrent pour lui des « frères » ainsi que son ancien ennemi le dirigeant malien Moussa Traoré.

Mitterrand, poursuivant la politique africaine de Giscard, permit à Sékou Touré d'être reçu en France, en septembre 1982. Sékou Touré donna des gages, de son côté, en soutenant la position de la France au Tchad. Il espérait devenir le futur président de l'OUA dont le prochain sommet devait avoir lieu à Conakry en mai prochain.

Si Sékou Touré avait su, il y a 26 ans, montrer de la fermeté pour s'imposer face à l'impérialisme français, il ne l'a en fait jamais combattu. Et ses discours se référant à la « révolution guinéenne », camouflaient de plus en plus mal la misère et la dictature qui étaient devenues depuis des années le lot quotidien de la population guinéenne.

Patricia MULLAN